

La lettre eau

Actualité

- 04. Pour une mer propre en 2020 : dernière ligne droite... ?
- 05. Barrage de Sivens dans le Tarn : quelle issue ?
- 06. Transport fluvial et maintien de la continuité écologique des cours d'eau : des défis contradictoires ?

Dossier

Projets de SDAGE 2016 – 2021 :
un toilettage peu rafraichissant

- 08. Adour Garonne : l'impuissance publique ?
- 10. Artois-Picardie : un projet laissant persister de nombreuses inquiétudes
- 12. Loire-Bretagne : beaucoup d'efforts pour pas grand-chose
- 14. RMC : un projet entre ambition et réalisme
- 16. Rhin-Meuse : mieux vaut penser le changement que changer le pansement !
- 18. Seine-Normandie : un projet consensuel et peu contraignant

- 20. Les gagnants du concours photo Loire-Bretagne 2014

LOBBY
FRA
SDAGE
POIR
EMOCRATIE
LERT
GILES
S



Fédération française des Associations de Protection de la Nature et de l'Environnement, fondée en 1968, reconnue d'utilité publique en 1976.

«France Nature Environnement rassemble plus de 3000 associations nationales, régionales et locales réparties sur l'ensemble du territoire. Présente dans de nombreuses institutions de concertation, la fédération nationale place la protection de la nature, de l'environnement et de notre santé au cœur des décisions publiques afin que les décideurs politiques n'ignorent plus les préoccupations des citoyens».

La politique de l'eau requiert une attention constante de la part des citoyens, afin de veiller à une eau de bonne qualité, respectueuse de la santé humaine, ainsi qu'à la biodiversité des milieux naturels aquatiques.

Les pages du site de FNE dédiées à l'eau ont cette vocation de vous transmettre l'essentiel de l'information sur l'eau en France, tout comme une analyse des politiques dans ce domaine.

Venez visiter les pages eau :

<http://www.fne.asso.fr>

Pôle ressources en eau et
milieux naturels aquatiques
de France Nature Environnement

3 rue de la Lionne - 45000 Orléans

☎ 02 38 62 55 90

e.mail : polleeau@fne.asso.fr

site web : www.fne.asso.fr

La Lettre eau est éditée par un imprimeur labellisé Imprim'Vert. Cela signifie qu'il respecte 3 objectifs :

- la bonne gestion des déchets dangereux
- la sécurisation des stockages de produits dangereux
- l'exclusion des produits toxiques des ateliers.

Par ailleurs, la Lettre eau est imprimée sur du papier recyclé.



Directeur de la publication : Denez L'Hostis

Rédacteur en Chef : Bernard Rousseau, responsable des politiques Eau de France Nature Environnement

Rédactrice en chef adjointe : Léa Bouguyon

Comité de rédaction : Marine Le Moal

Mise en page : Charlotte Laffolay - Sologne Nature Environnement

Impression : Imprimerie Prévost

Routage : DAUTRY

Couverture : Infographie © Charlotte Laffolay - Sologne Nature Environnement

ISSN : 1276-1044

La reproduction de textes tirés de la lettre eau est autorisée sous réserve d'en citer la source datée.

Edito

Bernard ROUSSEAU

Ancien Président de France Nature Environnement,
Responsable des politiques Eau



Pour une eau vivante : la loi de 64, un Sivens, un Roybon, en prime... la fête de la Sélune !

Annoncé en 2013, le cinquantième anniversaire de la loi sur l'eau de 1964 a été célébré le mardi 21 octobre 2014 à Paris, rue Saint Dominique, à la Maison de la Chimie : des spécialistes réunis pour tirer un bilan de la politique de l'eau, mesurer l'impact de la loi de 64, et surtout réfléchir à l'avenir de la politique de l'eau confrontée aux exigences européennes dans le flux et le reflux de l'organisation territoriale française.

Ce cinquantième anniversaire a pris la forme d'un colloque classique : le matin, trois exposés riches et percutants, consacrés à une vision européenne de la politique de l'eau, venant nous rappeler au bon souvenir de nos obligations, puis une table ronde consacrée aux défis à relever, suivie du discours de la Ministre de l'environnement et la remise du Grand Prix National du Génie Ecologique. L'après-midi, deuxième table ronde et conclusion par le directeur de l'eau.

L'affaire avait commencé bizarrement. Un pré-programme avait été envoyé dans lequel apparaissaient des noms d'intervenants, par contre les associations étaient absentes. Absence d'autant plus difficile à expliquer qu'elles sont membres des comités de bassin et participent aux travaux des DREAL et des agences de l'eau, mobilisées à ce moment-là par l'élaboration des nouveaux SDAGE comme en témoignent les six dossiers de cette « lettre eau ».

A la suite de nos récriminations, nous avons appris que des associations seraient intégrées aux deux tables rondes : le matin, les consommateurs, l'après-midi, les environnementalistes, en l'occurrence FNE.

Cette répartition équilibrée devait être trop logique pour les organisateurs, et pour des raisons inconnues mais qu'il est facile d'imaginer après coup, les deux représentants des associations se sont retrouvés dans la même tribune de la table ronde du matin. Sacrée tribune, elle avait la forme d'un point-virgule ! La forme d'une tribune peut sembler bien anodine, pourtant la place que l'on y occupe peut favoriser ou défavoriser la communication avec la salle : souvent le diable se cache dans les détails !

A la place du point, la journaliste qui distribue les prises de parole, gouverne les temps d'expression (en principe), et fait ses commentaires. Pour la table ronde du matin, au centre de la virgule, Serge Lepeltier, regard direct vers la salle, position logique pour un ancien Ministre, à ses côtés un industriel comme toujours bien placé, et aussi un consommateur bienveillant. A l'extrémité de la virgule, là où elle se recourbe, les « emmerdeurs ». Ils auront la parole en dernier, leur regard ne plongera pas dans la salle mais sera capté par la gestuelle de la journaliste sonnant la fin de leurs interventions. Et l'on voudrait nous faire croire que tout ceci résulte du hasard !

La deuxième table ronde était encore plus orientée : au centre de la virgule, la première vice-présidente de la FNSEA a servi un discours pur jus syndical, décalé par rapport au thème de la journée, et pas d'associatif à la tribune pour relativiser ses propos, ou les contredire : encore un coup du hasard ! Citant « Ferti-Mieux » et « Phyto-Mieux », des mesuretteilles vieilles de 30 ans, elle semblait suggérer que ces opérations sont des réussites, alors que l'état des lieux 2013 (1) montre une aggravation des pollutions par les nitrates et les phytosanitaires dans des secteurs où de telles opérations ont été conduites, comme en Beauce par exemple. Et personne pour lui répondre, pourtant elle était bien encadrée par l'actuel Président du CNE qui connaît la musique, et son prédécesseur que l'on a connu plus incisif en d'autres circonstances. Devant cet exercice convenu, la salle s'est rebiffée...

Il reste de cette journée une sensation de déjà vu, une sorte de slalom entre les problèmes, qui n'apporte pas d'éclairage sur ce que pourrait être une nouvelle gouvernance de l'eau qui viendrait donner un second souffle à la loi de 1964, et pourrait conduire au respect de la DCE.

Une célébration de la loi de 1964 qui apparaît d'autant plus choquante aujourd'hui que, dans la même période, la Ministre de l'Environnement, Madame Ségolène Royal remettait en cause la parole de l'Etat en finissant sur la Sélune (2) et que l'on tue toujours les zones humides comme à Roybon (3) au pied du Vercors pour faire un Center Parc, ou encore à Sivens (4) dans le Tarn au bénéfice d'une agriculture irriguée revendiquée par la première vice-présidente de la FNSEA, qui comme modèle, s'est référée au barrage de Sivens... quelques jours avant le décès de Rémi Fraisse.

(1) Etat des lieux 2013 de Loire Bretagne établi en application de la Directive Cadre sur l'eau. Pages 91- 100 - 101 - 102 - 103. (2) La ministre de l'Ecologie veut étudier des solutions alternatives au projet de destruction des barrages hydroélectriques de Vézins et de la Roche-qui-Boit sur la Sélune (Manche) alors que la commission d'enquête publique a donné un avis favorable au démantèlement de ces barrages afin d'améliorer la qualité de l'eau de la Sélune et permettre le passage des poissons migrateurs. Allez comprendre... (3) Il s'agit du projet "Center parc" de Roybon. Le projet porte sur 1.000 hébergements touristiques et un centre d'attraction. Situé dans la forêt des Avenières, il s'étend au total sur 202 hectares. Le projet a reçu un avis défavorable de la commission d'enquête publique au titre de la loi sur l'eau. (4) Le projet de barrage de Sivens vise à soutenir l'étiage du Tescou, un affluent du Tarn en stockant en hiver les volumes d'eau nécessaires aux agriculteurs en été. Alertée par une eurodéputée française, la Commission européenne est en train d'examiner si le projet de retenue d'eau de Sivens répond à la directive cadre sur l'eau

Brèves - Brèves - Brèves

PAYS DE LA LOIRE : UN PROGRAMME RÉGIONAL DE LUTTE CONTRE LES NITRATES INSUFFISANT !

FNE Pays de la Loire a adressé fin août 2014 un recours gracieux au préfet de région lui demandant de modifier le programme régional de lutte contre les nitrates d'origine agricole. Adopté fin juin, celui-ci multiplie les possibilités de dérogations et présente de graves insuffisances (dates d'épandage, couverture végétale, zones d'action renforcées...). Le préfet n'ayant pas répondu dans un délai de 2 mois, FNE Pays de la Loire s'apprête à engager un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes.

LA JOURNÉE MONDIALE DES ZONES HUMIDES, ÉDITION 2015

Les animations en lien avec l'édition 2015 de la journée mondiale des zones humides se dérouleront du 28 janvier au 24 février, sur le thème «des zones humides pour notre avenir». A noter la nouvelle application pour smartphones «baladOmarais» qui permet de géo-localiser une animation, un centre d'information ou de recherche. L'appel à mobilisation est disponible suivant le lien <http://www.zones-humides.eaufrance.fr/actualites/generales/labellisez-vos-animations-journee-mondiale-zones-humides-2015>.



AUX SDAGE CITOYENS !

Les projets de SDAGE et les programmes de mesures pour la période 2016-2021 sont soumis à l'avis des citoyens français, du 19 décembre 2014 au 18 juin 2015, via un questionnaire en ligne sur les sites des Agences de l'eau : www.consultations-publiques.developpement-durable.gouv.fr. Après avoir été validés par les différents comités de bassin, ces documents de planification et de gestion des eaux passent la dernière étape avant leur adoption définitive, prévue fin 2015. Vous trouverez dans ce numéro de la Lettre eau le ressenti des APNE quant aux évolutions (ou régressions !) proposées à travers ces nouveaux projets. En parallèle de cette consultation sur les SDAGE et les programmes de mesures, le public est également amené à donner son avis sur les Programmes d'action pour le milieu marin (PAMM) et les Plans de gestion pour le risque inondation (PGRI). L'avis de chacun est important, dans un contexte où le principe de démocratie est remis en cause. Alors n'attendez plus, faites passer l'info et prenez la parole !

EAUFRANCE: UN PORTAIL EN REFONTE !

Depuis 1992, le Système d'Information sur l'Eau (SIE) organise la connaissance sur l'eau et les milieux aquatiques, en réponse aux défis environnementaux et en soutien à l'action publique. Depuis cette année, une refonte de son site Eaufrance a été lancée afin de



le rendre plus ergonomique et plus accessible au grand public. Eaufrance joue le rôle de portail numérique ouvrant l'accès à des publications et à des données sur l'eau et les milieux aquatiques. D'ici 2016, de nouveaux services pédagogiques seront régulièrement ajoutés, tels que l'accès aux données près de chez soi et le service d'accès à des données de synthèse « CartOgraph' » d'ores et déjà accessibles depuis www.eaufrance.fr.

DEVENEZ UN "DON'ACTEUR" FAITES UN DON POUR QUE L'EAU RESTE VIVE !

☐ **Oui**, je me sens concerné-e par la protection de la nature et de l'environnement et désire continuer à soutenir les actions de France Nature Environnement.

Je fais un don : ☐ 15 € ☐ 20 € ☐ 30 € ☐ 50 € ou €

A renvoyer sous enveloppe affranchie à FNE - Réseau Eau - 3 rue de la Lionne - 45 000 Orléans



JE RÈGLE PAR :

☐ Chèque bancaire ou postal à l'ordre de FNE.

Pour vous remercier de votre don la Lettre Eau vous sera envoyée gratuitement

Déduction fiscale : 66% de votre don est déductible de vos impôts, dans la limite de 20% de votre revenu imposable. Dès réception de votre don, nous vous enverrons un reçu justificatif.

Ainsi, par exemple, un don de 30 € ne vous revient qu'à 10,20 €

Confidentialité : vos coordonnées sont indispensables pour vous envoyer votre reçu fiscal et bénéficier de la réduction d'impôts. Nous les utilisons uniquement à des fins de gestion et d'information. Conformément à la loi "informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition et de suppression des données qui vous concernent.

AGRÉÉE PAR



DATE ET SIGNATURE
OBLIGATOIRES

MES COORDONNÉES :

☐ Mme ☐ Mlle ☐ M.

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

CP : [][][][][]

Ville :

.....

Email :

Pour une mer propre en 2020 : dernière ligne droite... ?

Par Julie Michalski,

coordinatrice du réseau Mers, Océans et Littoraux à FNE

LA DCSMM, BRUXELLES VOIT DÉJÀ ROUGE EN 2014 !

En 2008, en adoptant la Directive Cadre Stratégie pour le milieu marin (DCSMM), les Etats membres de l'Union Européenne ont fixé un objectif fort : atteindre le bon état écologique des eaux marines en 2020. Inspirée de la DCE (1), la DCSMM est le premier texte européen prenant en compte la protection du milieu marin de façon intégrée. Son champ d'application concerne les eaux marines métropolitaines, découpées en quatre sous-régions marines. Pour chaque sous-région marine, doit être élaboré et mis en œuvre un plan d'action pour le milieu marin (PAMM). Les trois premiers éléments (évaluation initiale, bon état écologique, objectifs environnementaux) ont été élaborés en 2012. Le programme de surveillance constitue le quatrième élément et est à échéance 2014. L'élaboration de la DCSMM n'en est donc qu'à ses prémices et pourtant, cette année, la Commission Européenne a déjà tiré le signal d'alarme. Le 20 février 2014, la Commission Européenne a dressé un bilan alarmant sur les éléments de la DCSMM notifiés en 2012, en pointant le manque d'ambition des Etats membres dont la France. FNE et ses associations membres présentes au sein des conseils maritimes de façade ne cessent donc de réitérer leur souhait de mettre en place une DCSMM ambitieuse qui répondra aux objectifs fixés. La France, à la croisée de quatre sous-régions marines, se doit d'être exemplaire dans la mise en œuvre de chaque élément des PAMM.

LE PROGRAMME DES MESURES : UNE ÉTAPE ESSENTIELLE

Le programme de mesures (PdM) est le 5^{ème} et dernier élément (2) des PAMM et comporte l'ensemble des actions concrètes et opérationnelles répondant à un ou plusieurs objectifs environnementaux du PAMM en vue d'atteindre ou de maintenir le bon état écologique des eaux marines. Un PdM inclut des mesures existantes et de nouvelles mesures. Les mesures existantes correspondent à des mesures adoptées au titre d'autres politiques environnementales (directive « Habitats-Faune-Flore », directive « Oiseaux », etc.) ou sectorielles (répondant aux objectifs environnementaux définis au niveau des sous-régions marines). Les mesures nouvelles sont identifiées comme étant nécessaires pour atteindre ou maintenir le bon état écologique des eaux marines lorsque les mesures existantes ne sont pas suffisantes. Pour FNE, les 2 priorités suivantes devraient guider les PdM :

- L'amélioration des connaissances : 85 % de la biodiversité marine est encore méconnue, et seuls 5% du plancher océanique ont été explorés. La DCSMM est l'occasion de mutualiser nos connaissances sur les milieux marins.

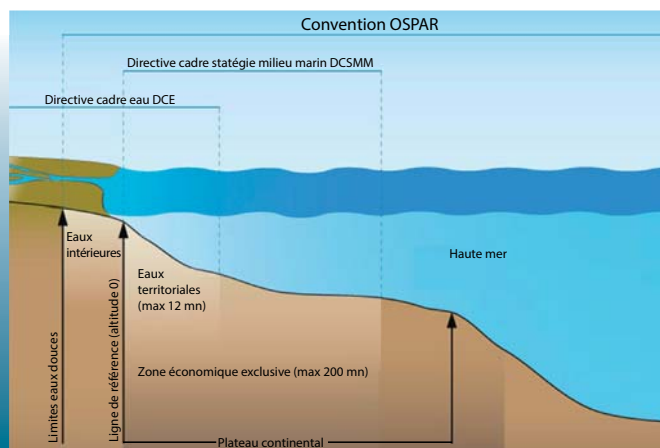


Figure 1 : Définition des zones juridictionnelles de la DCE, de la convention OSPAR et de la DCSMM (Source : OSPAR, ICG COMP 11/3/1)

- Des contraintes en mer et sur terre : Des mesures cohérentes doivent être assignées aux activités terrestres génératrices de pollutions en mer. Toutes les sources de pollutions doivent être intégrées.

VERS LE RESSERREMENT DES LIENS TERRE-MER : QUAND LA DCE RENCONTRE LA DCSMM

Les pollutions marines sont à 80% d'origine terrestre. Déchets plastiques microscopiques, eaux usées, rejets industriels, nitrates et produits phytosanitaires issus de l'agriculture et ce, même à plusieurs centaines de kilomètres, ces activités terrestres ont un impact sur l'environnement marin et sont donc concernées par la DCSMM. L'instruction gouvernementale relative à l'articulation entre la DCE et la DCSMM du 17 février 2014 (3) en a précisé les contours en indiquant les modalités d'articulation des instances de gouvernance et de coordination lors de l'élaboration des deux directives.

Ce que nous pouvons d'ores et déjà constater :

- Un renforcement des échanges entre les acteurs eaux douces et eaux marines et la promotion des objectifs de la DCSMM dans les Comités de Bassins
- Une prise en compte des dispositions du SDAGE dans la DCSMM et inversement. Parmi les 11 descripteurs qualitatifs définis, 3 ont un lien direct avec la DCE : le Descripteur 5 - Eutrophisation d'origine humaine -, le descripteur 8 - Concentration des contaminants dans le milieu-, le descripteur 9 - Quantité de contaminants dans les poissons et autres fruits de mer.

SIX MOIS POUR DONNER SON AVIS ET RELEVER LE DÉFI POUR DES OCÉANS EN BONNE SANTÉ, UN CLIMAT PROTÉGÉ.

Pour assurer la cohérence DCE-DCSMM, du 19 décembre 2014 au 18 juin 2015, la France a pris le parti d'assurer simultanément les consultations du public et des instances (4) sur les projets de SDAGE et les projets de programmes de mesures DCSMM.

Pour la DCSMM, les programmes de mesures ainsi que les quatre autres éléments des PAMM ont vocation à être structurants dans la planification des façades maritimes. L'enjeu est donc de taille ! Les documents soumis à la consultation seront en ligne sur le site internet des préfectures maritimes, des préfectures des régions et départements concernés et du MEDDE (5).

L'ambition portée par la DCSMM de maintenir les écosystèmes marins en « bonne santé » permet de garantir le rôle que jouent les océans dans la régulation du climat et contribue ainsi, à la lutte contre les changements climatiques.

Attention au syndrome de la coquille vide puisqu'il existe une différence évidente entre les objectifs fixés et le système de financement actuel ! Des ressources financières supplémentaires se révèlent indispensables pour atteindre les engagements européens sous peine de contentieux. Le coût des politiques pour l'environnement marin, notamment liées à la mise en œuvre de la DCSMM devrait être compris entre 250 et 500 millions d'euros (6).

L'élaboration des programmes de mesures est une opportunité pour mettre au débat la question de la fiscalité environnementale spécifique au milieu marin et la mise en œuvre du principe « pollueur-payeur » - principe repris dans le cadre de la DCE et absent pour le milieu marin.

(1) Directive Cadre sur l'Eau (DCE). (2) Le programme de mesures est à échéance 2015 pour une mise en œuvre prévue en 2016. (3) http://circulaire.legifrance.gouv.fr/pdf/2014/02/cir_37961.pdf. (4) Le public a 6 six mois pour donner son avis, tandis que les instances ne disposent que de 3 mois. (5) Le ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie (MEDDE). (6) La politique de protection du milieu marin est principalement financée par l'Etat, pour un montant de l'ordre de 30 millions d'euros par an, dont 22 millions d'euros à destination de l'Agence des Aires Marines Protégées, ainsi que par le droit de francisation des navires affecté au Conservatoire du littoral, à hauteur de 37 millions d'euros.

Barrage de Sivens dans le Tarn : quelle issue ? (suite)

Par FNE Midi-Pyrénées

Le 25 octobre dernier, lors d'un rassemblement pacifique sur site contre le projet de barrage, un jeune homme a été tué par une grenade offensive lancée par les CRS. Il venait pour partager et défendre ses valeurs. Il était adhérent actif de Nature Midi-Pyrénées, membre de FNE Midi-Pyrénées. Depuis, l'affaire Sivens est devenue nationale tant sur le plan démocratique qu'environnemental, mettant en lumière les incohérences du projet.

UN RAPPORT D'EXPERTISE QUI VALIDE LES CONSTATS DES ASSOCIATIONS SUR LE PROJET

Le rapport des experts (1) missionnés par la ministre de l'écologie a été rendu public fin octobre 2014, suite à la demande des grévistes de la faim s'opposant au barrage. Ce rapport pointe les incohérences et irrégularités du projet que nous avons constatées et dénoncées depuis deux ans : absence de réelle analyse de solutions alternatives, coût d'investissement élevé par rapport au volume stocké, surestimation des besoins en eau établis sur des données non-actualisées depuis plus d'une dizaine d'années, étude d'impact très moyenne, mesures compensatoires insuffisantes, véritable problème de compatibilité entre le projet actuel et les règles d'intervention du programme européen de financement FEADER (2). Une lecture attentive de ce rapport montre également que différents scénarii auraient dû être étudiés par le Conseil Général du Tarn et la Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne (CACG). Cette dernière a mené les études en amont du projet et est actuellement maître d'ouvrage délégué. Il aura donc fallu plus de deux ans pour que ces constats, pointés depuis le début par nos associations (3), soient enfin reconnus officiellement !

CONFLITS D'INTÉRÊT ET AGROBUSINESS

Les méthodes employées sur ce projet ne semblent pas nouvelles... En effet, le Collectif Testet pointe du doigt le cas du barrage de Fourogue, construit fin des années 90 dans le Tarn, lui aussi surdimensionné par rapport aux besoins des agriculteurs. Or il semble que ce barrage souffre d'un déséquilibre d'exploitation important, un déficit global de 420 000 euros partagé bien évidemment entre la CACG et le Conseil Général du Tarn (4). De plus, en 2005, suite à une longue procédure juridique engagée avant les travaux, les opposants ont obtenu l'annulation de la déclaration d'intérêt général. Enfin, le département a signé une vingtaine d'avenants successifs pour confier la gestion du barrage à la CACG. Ce qui n'est pas franchement légal. D'autre part, rappelons que le



Le Testet dans la zone humide du Testet
© FNE Midi-Pyrénées

conseil d'administration de la CACG est lui-même composé d'élus juges et parties (5), des partisans de l'agriculture intensive (6) et de banquiers ... Chacun d'entre eux ayant un intérêt à la réalisation d'ouvrages onéreux.

PLAINTES CONTRE X POUR LES NOMBREUSES INFRACTIONS CONSTATÉES LORS DES TRAVAUX

Sur le plan juridique, FNE Midi-Pyrénées, accompagné de sa fédération nationale FNE et du Collectif Testet luttant contre le barrage au niveau local, a porté plainte contre X auprès du procureur de la République d'Albi en novembre 2014 pour les nombreuses infractions relevées lors des travaux : délit de défrichement sans autorisation, délit de destruction d'espèces protégées, non-respect des prescriptions techniques prévues dans les arrêtés préfectoraux d'autorisation du projet, etc. Nous sommes actuellement en attente d'une procédure d'enquête qui permettra de caractériser ces infractions afin qu'une poursuite soit engagée par le procureur.

LA COMMISSION EUROPÉENNE S'EN MÊLE !

Le 18 novembre la presse annonce le lancement imminent par la Commission Européenne d'une procédure d'infraction contre la France à propos du projet de barrage de Sivens. Cette mise en demeure, confirmée le 26 novembre, a pour source le travail tenace d'interpellation de l'ex-députée européenne Catherine Grèze (7), qui a été en lien régulier avec le Collectif Testet. Suite aux 5 courriers de contestation, la Commission avait fini par ouvrir une enquête à l'automne 2013 sur ce barrage controversé, en partie financée par des fonds européens. La commission met en avant les insuffisances de l'étude d'impact, le risque d'altération majeure des milieux aquatiques, de destruction d'habitats, ainsi que le manquement de la République française aux « obligations qui lui incombent »... (8) La France a deux mois pour réagir et faire remonter des propositions.

PHASE DE DIALOGUE EN LOCAL : OUVERTURE AUX ALTERNATIVES ?

Lors du rendez-vous des parties prenantes avec la Ministre de l'Écologie, début novembre 2014, Laurent Bergeot, directeur de l'agence de l'eau et Martin Malvy, Président du Conseil Régional de Midi-Pyrénées ont proposé de remettre à plat la gestion de l'eau en Midi-Pyrénées. De plus, ils ont suggéré que la vallée du Testet soit un lieu d'expérimentation vers un changement de pratiques en matière de gestion de l'eau en Midi-Pyrénées. Cette phase de "remise à plat" s'est ouverte avec les parties prenantes, menée par les experts missionnés par la Ministre de l'écologie. Nos associations participent aux discussions pour définir les alternatives au projet actuel permettant le maintien d'une agriculture locale et respectueuse de l'environnement et des ressources en eau. En attendant, nous vous invitons à soutenir les actions de notre association contre ce projet via l'appel à dons lancé le 15 décembre 2014 (9).

(1) http://www.tarn.gouv.fr/IMG/pdf/009953-01_rapport.pdf. (2) Le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) est un instrument de financement de la politique agricole commune (PAC). (3) Le collectif Testet, Nature Midi-Pyrénées et FNE Midi-Pyrénées. (4) <http://www.mediapart.fr/journal/france/291014/barrage-de-sivens-agrobusiness-conflit-d-interets-et-mauvaise-gestion>. (5) Elus départementaux et régionaux, dont certains sont dans les instances de bassin (comité de bassin, commission planification, conseil d'administration de l'AEAG). (6) Les représentants des chambres d'agriculture, tous adhérents à la FNSEA et un siège Coordination rurale. (7) Voir pour plus d'infos : <http://www.reporterre.net/spip.php?article6593>. (8) Voir pour plus d'infos : http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/mise_en_demeure_sivens.pdf. (9) <http://citizenecase.org/projet/contre-barrage-sivens/>.

Transport fluvial et maintien de la continuité écologique des cours d'eau : des défis contradictoires ?

Par Collectif réseau Eau

Aujourd'hui, on compte plus de 60 000 seuils et barrages sur les cours d'eau en France (1), dont 90% n'ont pas d'usage économique avéré d'après l'Office National de l'eau et des milieux aquatiques (2). Ainsi, la directive cadre européenne sur l'eau (DCE), la loi sur l'eau de 2006, ainsi que la loi Grenelle 1 (2009) rappellent la nécessité d'assurer la continuité écologique des cours d'eau. Pourtant, nous assistons aujourd'hui à une réduction du nombre de masses d'eau en « bon état écologique », du fait notamment de la présence de barrages hydroélectriques, des infrastructures de transport par voies d'eau et de la dégradation de la qualité chimique de l'eau. Les infrastructures existantes qui ont conduit à une forte transformation physique des cours d'eau par leur conception ancienne ont entraîné leur dégradation écologique. Dans un tel contexte et afin d'atteindre les objectifs de la DCE pour 2015, la restauration écologique des cours d'eau constitue un enjeu majeur pour le réseau fluvial existant.

DE LA FRAGMENTATION DES ÉCOSYSTÈMES À L'OBJECTIF DE BON ÉTAT ÉCOLOGIQUE DES COURS D'EAU.

La large panoplie d'aménagements existants et construits pour la plupart il y a plusieurs dizaines voire centaines d'années, consistait en des rectifications et approfondissements des cours d'eau, fixations des berges par des palplanches, constructions d'ouvrages transversaux et d'écluses, et aussi en des retenues d'eau pour alimenter le canal ainsi réalisé.

La fragmentation des écosystèmes induite par la réalisation d'infrastructures de transport fluvial a conduit inévitablement à la régression des espèces de grands migrateurs et par conséquent, à l'affaiblissement biologique des milieux. Par conséquent, il est indispensable de souligner les risques environnementaux générés par la présence d'ouvrages de navigation sur les milieux aquatiques. Bien entendu, les infrastructures de transport ne sont pas les seules concernées, les grands barrages, qui sont le plus souvent infranchissables, contribuent également à la dégradation du bon état écologique des cours d'eau. A ce titre, rappelons que la DCE a introduit, depuis 2000, le concept de « bon état écologique ».



Une restauration de berges en trame verte avec création d'une frayère
© VNF

Pour les eaux superficielles trois grandes catégories d'eau courantes sont distinguées : les masses d'eau naturelles dont le cours n'a pas été modifié, les masses d'eau fortement modifiées (rivières canalisées ou barrages), et les masses d'eau artificielles implantées hors des rivières. Pour ces trois catégories la DCE fixe des objectifs : pour la première c'est l'atteinte du « bon état écologique » caractérisé par la présence d'espèces inféodées au milieu, pour les deux autres c'est l'atteinte « du bon potentiel » qui requiert une bonne qualité de l'eau.

Transposé en droit français dans le code de l'environnement, l'article L214-18 dispose que « tout ouvrage à construire dans le lit d'un cours d'eau doit comporter des dispositifs maintenant dans ce lit un débit minimal garantissant en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces vivant dans les eaux au moment de l'installation de l'ouvrage [...] ».

Face à ces enjeux, de multiples actions sont conduites par Voies Navigables de France (VNF) pour restaurer la continuité écologique, tant latérale à la voie d'eau que longitudinale. En parallèle, une journée d'échange consacrée aux impacts de la gestion des voies navigables sur la continuité a été organisée par VNF, l'Office National de l'Eau et des Milieux aquatiques (ONEMA) conjointement avec les agences de l'eau, la Direction de l'Eau et Biodiversité et le Centre d'Etudes Techniques Maritimes et Fluviales (CETMEF) en mai 2012. VNF endosse d'autant plus un rôle d'exemplarité que sur les 8500km de voies navigables en France, VNF gère, depuis 1991, 6800km de voies et assure l'entretien, l'exploitation de plus de 4800 ouvrages dont 386 barrages de navigation. De plus, le 17 janvier 2012, VNF et le ministère en charge du développement durable ont signé un contrat d'objectifs et de performances engageant les Agences de l'Eau et VNF à constituer « des espaces de biodiversité et à contribuer aux objectifs de bon état écologique des masses d'eau » (3).

VNF FACE À L'ENJEU DE RESTAURATION DES BERGES : QUELS MOYENS D'ACTION POSSIBLES?

Les berges constituent une zone de transition et de contact physique entre l'eau et la terre et comportent une grande valeur paysagère et écologique. L'érosion des berges, phénomène naturel, favorise le renouvellement des végétaux en bordure de cours d'eau. Les microorganismes du sol et les végétaux présents sur les berges contribuent à épurer l'eau des particules et germes pathogènes. De plus, les berges permettent de maintenir la température des cours d'eau

(1) Données du référentiel national des obstacles à l'écoulement version de mars 2010. (2) <http://www.onema.fr/Recensement-des-obstacles-sur-les> > 26/09/2014 (3) « Rencontre nationale « Voies navigables et continuité écologique », mai 2012, <http://bit.ly/XWmdQ>. (4) *Voies navigables et continuité écologique*, Les Rencontres de l'Onema, n°19, Onema, Novembre 2012, p.5. (5) *Pourquoi rétablir la continuité écologique des cours d'eau ?*, Sensibilisation aux politiques publiques, Onema, Septembre 2010, p.7. (6) <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Palmes-2011-des-Prix-entreprises.html>.

à une température compatible avec la vie aquatique, de même que la rugosité hydraulique générée par les parties aériennes des végétaux permet également d'étaler et de ralentir les crues dans les vallées (4). Enfin, situées à l'interface entre deux milieux hétérogènes, les berges naturelles constituent de véritables patrimoines biologiques (5).

Bien que ne faisant pas l'objet de mesures réglementaires, la continuité latérale des cours d'eau constitue un enjeu majeur afin d'atteindre les objectifs fixés par la DCE. Depuis une vingtaine d'années, VNF développe une variété de techniques d'ingénierie végétale pour la restauration des berges des cours d'eau, telles que la gestion de la végétation rivulaire, la végétalisation des berges, ainsi que l'aménagement de certains ouvrages de navigation. Ces procédés permettent à la fois de maintenir les berges, de favoriser la diversité piscicole et de créer des habitats pour une variété d'espèces. A cet égard, en novembre 2011, VNF a reçu le prix « Coup de cœur du Jury 2011 » dans la catégorie Biodiversité du Prix Entreprises & Environnement du ministère en charge du développement durable et de l'ADEME pour sa recherche sur les bonnes pratiques en faveur du maintien de la biodiversité (6). En moyenne, 50% des restaurations de berges sont réalisées en utilisant ce génie écologique.

QUAND L'OBJECTIF DE CONTINUITÉ LONGITUDINALE POUSSE À L'ÉMERGENCE DE PRATIQUES INNOVANTES.

La fonction principale du barrage de navigation consiste à maintenir la ligne d'eau des fleuves et des rivières navigables hors intempéries afin de garantir le rectangle de navigation (7). Il existe deux types principaux de barrages de navigation : les barrages fixes et les barrages mobiles. Les barrages fixes constituent un obstacle permanent à l'écoulement des eaux et peuvent, par conséquent, aggraver les inondations, tandis que les barrages mobiles peuvent être effacés en période de crues. Selon les dispositifs mis en place, ces ouvrages peuvent impacter plus ou moins fortement le régime hydraulique, le transport sédimentaire, ainsi que la mobilité des espèces. Mais ces ouvrages ont été construits il y a plusieurs siècles. Par conséquent, lors de leur conception, les critères de continuité écologique et piscicole n'avaient pas pu être pris en compte. Pour chaque barrage reconstruit, VNF s'emploie à prendre en compte les enjeux de continuité écologique en intégrant systématiquement un dispositif de passe à poissons.

Depuis plus de dix ans, VNF travaille notamment sur la restauration piscicole sur la Seine Aval. Sur sept barrages, trois ont été aménagés par des passes à poissons, d'autres par une rivière à seuil ou rivière à macrorugosités. Les autres sont en travaux ou à l'étude. La diversité des solutions illustre la nécessité d'adapter les aménagements techniques aux spécificités du milieu (temps de passage des poissons, type d'écoulement) ainsi qu'aux spécificités de migration des espèces (montaison et dévalaison). En juin 2011, pour définir ces aménagements, un groupe de travail sur la gestion des passes à poissons a été constitué afin d'impliquer l'ensemble des partenaires financiers et techniques dès l'avant-projet. Lors de ces groupes de travail, les participants définissent dans un premier temps, les espèces cibles afin de dimensionner la taille de la passe à poissons, puis, le type d'ouvrage ainsi que sa disposition et enfin, le dimensionnement des ouvrages (8). De plus, afin d'adapter les dispositifs aux spécificités de migration, chaque espèce a fait l'objet de plusieurs études de circulation.

Cependant, la mise en place de passes à poissons ne coule pas de source... D'une part, certains ouvrages ont été mal conçus pour leur entretien et sont encore mal entretenus parfois faute de moyens. Ils nécessitent alors des interventions lourdes et onéreuses (intervention de plongeurs etc.) qu'une gestion régulière aurait probablement permis d'éviter (9). Face à ces multiples dysfonctionnements, VNF s'est engagé dans la recherche de divers partenariats. Par exemple, avec

l'ONEMA, sont organisées des formations de sensibilisation destinées aux exploitants d'ouvrages de navigation sur l'importance du bon entretien en amont des dispositifs de franchissement piscicole. Par ailleurs, des partenariats sont établis avec les associations de protection de l'environnement, constituant de véritables relais efficaces de proximité, afin d'améliorer l'entretien et le suivi de l'efficacité de ces ouvrages. D'autre part, si une passe à poissons peut permettre jusqu'à 70% (10) d'efficacité pour la montaison, l'effet cumulé de différents barrages réduit ce chiffre. De plus ces performances sont réduites par les branches et troncs d'arbres charriés par les crues. Sur l'Allier, où circulent les saumons, il aura fallu plus d'un mois pour que le tronc qui obstruait une passe stratégique soit retiré !

CONCLUSION

Pendant des siècles l'action de l'homme sur les cours d'eau a été conduite à marches forcées en dehors de toute préoccupation de préservation du patrimoine naturel. C'est au moment où ce patrimoine est au bord de l'extinction que la DCE nous presse de partir à la reconquête du bon état des eaux : c'est un challenge qui s'inscrit contre nos habitudes ! Ainsi, cet article s'inscrit dans le cadre d'un partenariat engagé entre FNE et VNF afin d'agir en faveur de la continuité écologique des cours d'eau. Chaque groupe d'utilisateurs de l'eau est concerné et doit fournir les efforts nécessaires. Pour cette démarche les agences de l'eau et l'ONEMA apportent leurs compétences techniques et financières. Quant aux APNE de FNE, membres des Comités de bassin et des conseils d'administration des Agences, elles assurent leur rôle de vigilance citoyenne.



Passe à poissons d'Andrézy © VNF

(7) Le rectangle de navigation est la zone au travers de laquelle doit passer le bateau <http://bit.ly/VfQ50i>. (8) Voies navigables et continuité écologique, Les Rencontres de l'Onema, n°19, Onema, Novembre 2012. (9) Voies navigables et continuité écologique, Les Rencontres de l'Onema, n°19, Onema, Novembre 2012, p.3. (10) <http://www.documentation.eaufrance.fr/entrepotsOAI/AERMC/R94/94.pdf> p7 sur 28. http://oa.imft.fr/2006/1/Article_SHF_Croze_Larinier_2007.PDF, p 155

LE PROJET DE SDAGE 2016-2021 EN ADOUR GARONNE :

l'impuissance publique ?

Par **Frédéric Cameo Ponz et Elisabeth Arnould**,
membres APNE (1) du Comité de Bassin Adour-Garonne

En Adour-Garonne, comme dans les autres bassins français, le bilan de l'état des eaux 2013, apprécié selon les normes de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE), n'est pas bon : avec 44% des Masses d'Eau du bassin en bon état en 2015 au lieu des 59% prévus, il est jugé globalement stable (2) par rapport à l'état des lieux précédent en 2004. Malgré une régression des pollutions domestiques et industrielles, la progression vers des eaux de bonne qualité n'est toujours pas au rendez-vous. Le projet de SDAGE 2016-2021 suffira-t-il à changer la donne ?

Nom de la commission	Commission Planification
Fonctionnement de la commission	Elle est chargée notamment de préparer l'avis du comité de bassin pour l'élaboration, la mise à jour et le suivi d'exécution du SDAGE ainsi que les travaux y afférant.
Nombre de membres de la commission	Elle est composée de 50 membres élus ou désignés et de membres de droit dont 2 membres APNE. Auparavant un représentant APNE avait été désigné à mi-parcours. Les APNE avaient été boycottées au début de la précédente révision du SDAGE 2009-2015.
Propositions des APNE	Les membres APNE ont été sollicités par l'AEAG (3) pour faire des propositions, en particulier lors du groupe miroir (4). Le collectif FNE Adour Garonne (5) s'est organisé en réseau afin de travailler les dossiers de séances du groupe miroir via des réunions téléphoniques en amont des réunions physiques. Ainsi le représentant APNE au groupe miroir et la commission planification a pu bénéficier de l'expertise du réseau. A plusieurs reprises le STB (6) a sollicité l'avis des parties prenantes via des fiches type FNE.
Résultat du vote sur le projet de SDAGE	Le CB n'a pas souhaité que le terme « d'adoption » du projet apparaisse dans la délibération. Le projet est soumis à la consultation du public ce qui suppose qu'il a été adopté. Lors du vote à mains levées, les agriculteurs ont voté favorablement, le collège des APNE a voté 5 voix contre et une abstention.

UN TOILETTAGE ET UNE « MISE À JOUR » DU SDAGE EN COURS

En six ans, les objectifs prioritaires du SDAGE ont peu évolué, en témoignent :

- l'état des lieux actualisé en 2013 évaluant l'impact et les tendances évolutives des pressions qui s'exercent sur les milieux aquatiques (7).
- la dernière consultation du public et des institutionnels sur les « questions importantes » du bassin, telles que la question des pollutions diffuses et d'hydro morphologie des cours d'eau (8), qui restent non résolues.

La stratégie retenue a été celle d'un toilettage et d'une mise à jour du SDAGE en cours et non de sa réécriture. La commission planification du Comité de Bassin et le groupe miroir qui en est issu ont été associés à ce travail. Jusqu'en juillet 2014, un seul représentant d'une APNE était membre de ce groupe miroir en Adour-Garonne (9). Le projet de document a été adopté par le Comité de Bassin de septembre avec un vote contre de la majorité des APNE et des consommateurs qui, en dépit des améliorations introduites, doutent de sa capacité opérationnelle.

En 2009, les APNE avaient déjà dénoncé le caractère trop généraliste du SDAGE 2010-2015. Reposant sur un amoncellement de dispositions à la portée juridique faible ou absente, le contenu semblait peu compatible avec l'ampleur des objectifs de « bon état » affichés. Dès lors, comment espérer obtenir un document suffisamment ambitieux si ce projet de SDAGE 2016-2021 ne constitue qu'un toilettage de la version datant de 2009 ?

POURQUOI LES APNE ONT-ELLES VOTÉ CONTRE CE PROJET DE SDAGE ?

Des améliorations lacunaires

Les modifications introduites ont articulé le document en quatre axes : la gouvernance, les gestions qualitative et quantitative et les milieux aquatiques. L'aspect réglementaire n'est plus mentionné dans les dispositions et figure uniquement dans des encadrés.

Parmi les évolutions positives imposées à tous les bassins, il convient de mentionner la prise en compte du changement climatique. Cependant, sur ce sujet, le bassin Adour-Garonne a une prise en compte certaine avance en diligentant des études prospectives (10) même si la motivation initiale de ces travaux répondait aux demandes de stockage du monde agricole ... Néanmoins, notons un effort de mise en cohérence de l'action publique puisque les groupes de travail du Plan d'Action pour le Milieu Marin, du Plan de Gestion des Risques d'Inondation, ainsi que la mise à jour du SDAGE ont été engagés parallèlement et seront soumis à la consultation du public en même temps.

Enfin, la cohérence des 66 Débits d'Objectif d'Etiage (DOE) du bassin a été analysée et 16 DOE ont été identifiés en vue d'une actualisation de leur pertinence et d'une ré-évaluation éventuelle de leur valeur (11).

Une clarification des enjeux majeurs... en faveur des préoccupations économiques ?

Les présentations des chapitres ou des sous-chapitres ont été reformulées. On peut d'ailleurs déplorer que ces introductions soient souvent plus percutantes que les dispositions elles-mêmes, pourtant

(1) Association de Protection de la Nature et de l'Environnement (APNE). (2) Cf. article « l'état des lieux en Adour Garonne », p. 6-7, Lettre eau n°65, décembre 2013 : <http://www.fne.asso.fr/documents/lettre-eau/le65.pdf>. (3) Agence de l'Eau Adour-Garonne. (4) Ce groupe miroir est composé de représentants à la fois membres d'un des collèges du Comité de bassin et obligatoirement membres de la commission planification et a pour objectif de préparer les séances de la commission planification et de désamorcer les conflits. (5) Ce collectif était composé de membres APNE au Comité de Bassin et de personnes clés des associations présentes sur le bassin concernant les enjeux liés à l'eau. La présence a été variable selon la disponibilité de chacun des membres du collectif. (6) Secrétariat Technique de Bassin. (7) En ligne : <http://www.eau-adour-garonne.fr/fr/quelle-politique-de-l-eau-en-adour-garonne/un-cadre-le-sdage/etat-des-lieux.html?search-keywords=Etat%20des%20lieux%202013>. (8) En ligne : <http://www.eau-adour-garonne.fr/fr/quelle-politique-de-l-eau-en-adour-garonne/un-cadre-le-sdage/la-consultation-du-public-et-des-partenaires.html>. (9) La composition de la commission planification est variable selon le bassin considéré. En Adour Garonne le mode de désignation des représentants au sein du collège des usagers défavorise les « non économiques » dont les APNE. Nous avons obtenu d'avoir 2 représentants dans cette commission suite au renouvellement du Comité de Bassin en juillet 2014.

censées les rendre opérationnelles. De même, au fil du document, nous constatons que les préoccupations environnementales, d'économies d'eau, de prévention et de protection/préservation, mises en avant par le secrétariat technique de bassin (et les APNE), ont cédé le pas devant des préoccupations économiques : les priorités ont eu tendance à changer de camp durant ce travail de mise à jour du SDAGE !

Ainsi, les APNE ont mis en avant, avec plus ou moins de succès, un certain nombre d'enjeux, tels que l'éparpillement et la multiplication des petits plans d'eau, la nécessité d'une gestion plus concertée des processus de vidanges des barrages, l'adaptation des pratiques et les alternatives culturelles face au changement climatique, le lien entre la gestion de l'eau et la qualité des sols, la préservation des zones humides.

Une pression croissante des pollutions diffuses

Il apparaît peu probable que les objectifs du bon état soient atteints comme le laissent à penser les objectifs retenus pour ce projet de SDAGE (Cf. graphique).

En effet, lorsque que l'on examine « l'état des lieux 2013 », le risque de non atteinte du bon état est respectivement lié à la pression par pesticides et azotée à 33 % et 37% pour les masses d'eau de surface et 37% pour les masses d'eau souterraine. Or ni dans ce projet de SDAGE, ni dans le programme de mesures (PDM) cette question n'occupe la place centrale qu'elle devrait avoir. Ce constat est confirmé par la répartition par domaine d'intervention des 3 370 millions d'euros du coût estimé du PDM 2016-2021 pour le bassin Adour-Garonne (Cf. Tableau). Ainsi, la lutte contre les pollutions d'origine agricole représente moins de 10% des moyens prévus !

Assainissement Collectivités locales	1 076
Dépollution Industrielle	150
Dépollution agricole	320
Ressource en eau	609
Milieux aquatiques	1 093
Gouvernance	120
Total	3 368

Répartition des dépenses prévues pour la mise en œuvre du programme de mesures 2016-2021 (coût estimé en millions d'euros)

D'autre part, au niveau du bassin Adour Garonne, les acteurs de l'eau sont globalement impuissants et peinent à faire avancer les dossiers liés à l'agriculture, tels que la protection des captages ou la lutte contre les nitrates. Face à cet immobilisme et plus particulièrement, suite à la condamnation de la France par l'Union Européenne, l'Etat se retrouve à imposer une liste de captages prioritaires, ainsi qu'une

révision anticipée du périmètre des zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricole (12).

Une définition des volumes prélevables à sens unique : quel partage de l'eau ?

La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) de 2006 prévoit un dispositif destiné à instaurer une gestion collective équilibrée de la ressource en eau par la définition de « volumes prélevables » et la création d'organismes uniques censés gérer ces volumes pour l'usage agricole. Or depuis le début de « la réforme des volumes prélevables » enclenchée en 2010, les irrigants du bassin grondent et font pression (13) de telle sorte que l'on assiste à des négociations unilatérales, portées par les chambres d'agriculture, avec les services de l'Etat. Ainsi, les irrigants ont obtenu une surestimation des volumes prélevables, puis la signature de protocoles d'accords actant des dérogations temporelles dans l'application de la réforme et de construction de barrages avec des financements publics. Le tout s'impose aujourd'hui comme un état de fait dans le projet de SDAGE (C7-C18) et dans les SAGE (C7-C18), alors que le bassin est déjà couvert de barrages et d'autres retenues de toute nature (14) !

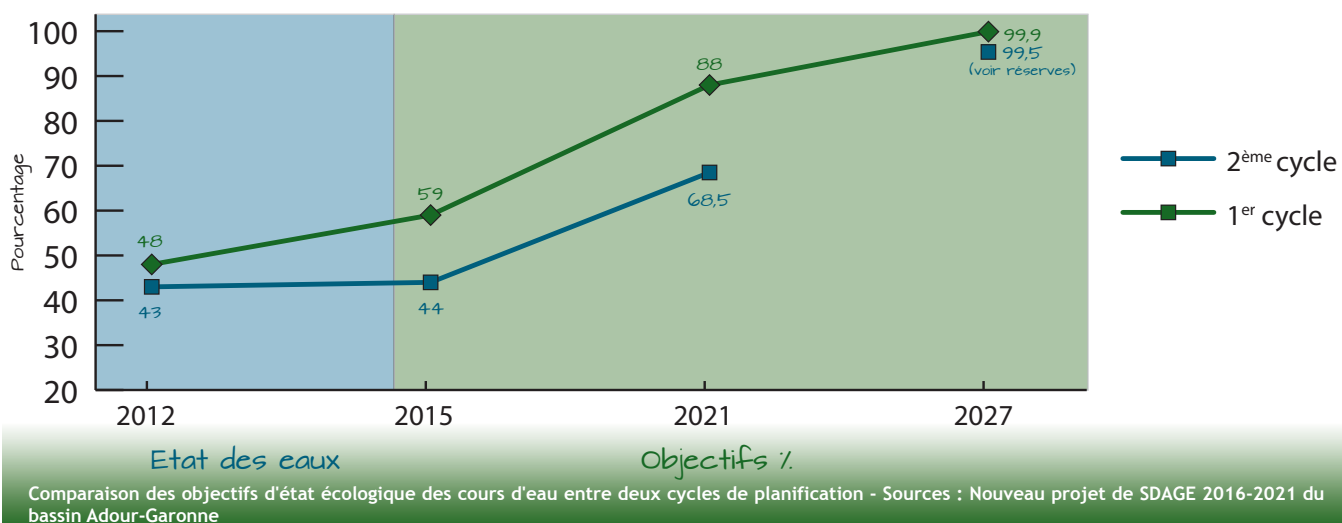
Quelle gouvernance de l'eau ?

Le projet de SDAGE pointe très justement la gouvernance comme pierre angulaire de sa réussite. Les SAGE (15) sont enfin mis en avant en tant qu'outils intégrés permettant de planifier les actions sur les bassins hydrographiques. Néanmoins, la question de la maîtrise d'ouvrage reste entière : alors que le gouvernement cherche à simplifier le millefeuille territorial, de nouvelles structures hybrides, telles que les Etablissements Publics Territoriaux de Bassin (EPTB) et les Etablissements Publics d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (EPAGE), composées de collectivités dotées de la compétence GEMAPI (16) sont renforcées. Il eut été sans doute plus simple de conforter le rôle des EPCI dans une gestion plus directe.

Que retenir ?

Nous ne pouvons être qu'inquiets de la qualité de ce document qui traduit, dans un domaine où il y a pourtant beaucoup de ressources intellectuelles et financières, l'impuissance de l'action publique à résoudre des problèmes qui sont connus depuis longtemps.

Ce projet de SDAGE est soumis à la consultation du public (6 mois) et des partenaires institutionnels (4 mois) de mi-décembre 2014 à mi-juin 2015 : voilà l'occasion de l'améliorer et de le faire évoluer avant sa validation à la fin de l'année 2015.



(10) Etude prospective Garonne 2050 (<http://www.garonne2050.fr/>), répondant à la délibération DL/CB/08-07 de mai 2008 sur « la sécurisation des étiages Garonne et Gascogne » et aux dispositions A 30 « comprendre les enjeux et les impacts des changements globaux » et A 31 « proposer une stratégie d'adaptation aux changements globaux » du SDAGE actuel. (11) Cf. p.5 du rapport d'Analyse de DOE du bassin Adour Garonne dans le cadre de la révision du SDAGE 2016-2021, juillet 2014. (12) La directive nitrates existe depuis 1991. La dernière révision des zones touchées par la pollution aux nitrates d'origine agricole a eu lieu en 2012. Cf. Lettre eau n°63, juin 2013, dossier « la révision des nitrates : entre pression communautaire et pression agricole... ». (13) Cf. Article « Irrigation en Adour Garonne : la politique de la fuite en avant », p.9 à 12, Lettre eau n°55, juin 2011 : http://www.fne.asso.fr/documents/lettre-eau/le_55.pdf. (14) Cf. Encart « barrages et réservoirs du bassin Adour Garonne », p.11, Lettre eau n°66, avril 2014 et la carte ci-contre : <http://www.fne.asso.fr/documents/lettre-eau/lettre-eau-na-66-version-web.pdf>. (15) Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE). (16) La loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles attribue, à compter du 1^{er} janvier 2016, une nouvelle compétence aux communes et à leurs établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) sur la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI).

un projet laissant persister de nombreuses inquiétudes

Par Joël Danloux,

représentant de Nord Nature Environnement au comité de bassin Artois-Picardie

Le comité de bassin a adopté le 26 septembre son projet de SDAGE **(1)** 2016-2021. A l'échelle nationale, de par sa taille, le bassin Artois-Picardie forme davantage un ensemble régional qu'un véritable district hydrographique. Ce bassin particulier fait néanmoins face à de multiples défis. Le nouveau projet de SDAGE 2016-2021 est-il suffisamment ambitieux pour atteindre le bon état de ses masses d'eau ?

Nom de la commission	Commission Permanente du Milieu Naturel Aquatique et de la planification
Fonctionnement de la commission	Elle étudie le projet de SDAGE et le Programme de mesures
Nombre de membres de la commission	80 membres dont 2 représentants APNE (2) nommés
Propositions des APNE	Les APNE et autres usagers non économiques n'ont ni fait partie du groupe de travail, ni été consultés. Propositions émises uniquement lors du vote en comité de bassin.
Résultat du vote sur le projet de SDAGE	5 abstentions des agriculteurs sur le projet de SDAGE sous prétexte d'un nombre trop important de rappels réglementaires sur les zones vulnérables Le reste des membres a voté pour le projet.

de Roubaix-Tourcoing est en mauvais état quantitatif.

L'état chimique, établi sur la période 2007-2011 **(3)** est, quant à lui, peu satisfaisant: 12 masses d'eau sont classées en mauvais état.

LA DÉMARCHE ENGAGÉE POUR LE SDAGE 2016-2021

Le nouveau projet de SDAGE et son programme de mesures ont été préparés au cours des réunions des 11 février et 27 mars 2014 entre l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, la DREAL **(4)**, l'ONEMA, la DDTM **(5)**, l'Agence Régionale de la Santé et les animateurs de SAGE **(4)**. A ce stade, les membres du comité de bassin (CB) n'ont pas été associés à cette construction. C'est seulement lors de la Commission Permanente du Milieu Naturel Aquatique et de la Planification du 27 juin 2014 que ces documents ont été présentés aux membres du CB. Certaines remarques, formulées au cours de l'été 2014 et lors de la conférence permanente Eau et Agriculture du 11 septembre 2014, ont été « traitées » afin que les nouvelles orientations et dispositions figurent dans le projet de SDAGE soumis le 26 septembre 2014 au nouveau CB. Notons que les APNE et autres usagers non économiques n'ont ni fait partie des groupes de travail ni été consultés lors de l'élaboration du projet de SDAGE. Néanmoins, Nord Nature, association membre de France Nature Environnement, a émis des propositions lors du comité de bassin du 26 septembre 2014. Afin de mieux saisir les enjeux présentés par ce projet de SDAGE, décryptons désormais quelques dispositions clés.

RETOUR SUR LES PREMIERS RÉSULTATS DU SDAGE 2010-2015, AU VU DE L'ÉTAT DES LIEUX PRÉSENTÉ FIN 2013

L'état écologique des masses d'eaux superficielles et du littoral

Le bassin Artois-Picardie est constitué d'un ensemble de bassins côtiers littoraux, s'étalant de la Somme à l'Aa. Les autres masses d'eaux libres superficielles, rattachées à l'Escaut et à la Sambre, furent l'objet d'un important processus d'artificialisation du fait de la poldérisation de certains secteurs côtiers (Flandre maritime et Yser), de l'industrialisation du Nord-Pas de Calais (canaux) et des suites de l'abandon de mines (effondrements).

D'après des relevés obtenus à partir du dispositif de contrôle de l'état écologique, devenu opérationnel depuis 2009, il semble que la classe d'« état moyen » augmente sensiblement et que les actions engagées jusqu'à présent aient permis d'améliorer l'état des cours d'eau les plus dégradés tels que ceux appartenant au département du Nord. Pour plus d'informations, se référer au numéro 65 de la Lettre Eau.

D'après l'analyse des tendances, 80 % des points de suivis sur le littoral ne présentent pas d'évolution significative des niveaux de contamination bactériologique pour la période 2002-2011.

Les eaux souterraines

La majeure partie des masses d'eau souterraine relève de l'aquifère de la Craie, libre ou captif et très exploité dans ses zones fracturées et fissurées. Entre 92% et 95% des prélèvements destinés à l'alimentation humaine proviennent des nappes. Dans l'ensemble, les niveaux piézométriques sont corrects et seule la nappe du calcaire carbonifère

La réduction des apports ponctuels de matières polluantes classiques dans les milieux

S'il était fait référence dans le SDAGE précédent à des plans départementaux d'élimination de déchets relatifs à la filière de recyclage des effluents en agriculture, la nouvelle orientation A-1 n'évoque plus que l'application de la directive relative aux traitements des eaux urbaines résiduaires.

L'amélioration des réseaux de collecte et de la maîtrise des rejets

« La mise en œuvre d'un diagnostic permanent du système d'assainissement pour atteindre les objectifs de bon état » est rappelée dans la disposition A-1.3 et devrait inciter le gestionnaire à contrôler l'efficacité de ses réseaux. La formulation de cette disposition apparaît bien peu « incitative »...

La diminution de la pression polluante par de bonnes pratiques agricoles

Une nouvelle disposition (A-3.3) vise à mettre en œuvre les Plans d'Action Régionaux (PAR) en application de la directive « nitrates ». Cette disposition reste très légère au regard des enjeux de pollutions diffuses présents sur le territoire. En effet, celle-ci se limite à faire référence aux dispositions du PAR. Pourtant, ces PAR n'ont pas démontré leur efficacité puisque la France a été condamnée une nouvelle fois par la Cour de justice de l'Union européenne, pour son incapacité à respecter la directive de 1991 sur les nitrates et les pollutions d'origine agricole.

(1) Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE). (2) Association de Protection de la Nature et de l'Environnement (APNE). (3) Moyenne interannuelle de chaque paramètre en chaque point du réseau de surveillance. (4) Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)

L'entretien des réseaux de drainage, des fossés et des haies

Les dispositions A-4.1 et A-4.2 précisent les mesures visant à « limiter l'impact des polluants véhiculés par le drainage lors de la création ou du renouvellement des réseaux de drainage ». Tout d'abord, notons que l'entretien des haies le long des cours d'eau et des voies de communication n'y est plus rappelé. De plus, cette disposition fait l'impasse sur les dispositifs effectifs à mettre en place concernant les réseaux qui existent déjà et qui ne seront pas « renouvelés ».

Des zones humides et de la qualité des habitats

Sur le plan hydrogéologique, concernant la disposition A-5.1 « [limitant] les pompages risquant d'assécher des milieux aquatiques », il est regrettable que la préservation du phénomène d'artésianisme (7) sur le secteur d'Aire sur la Lys/Béthune, qui figurait dans la précédente disposition 16, ne soit plus indiquée « au regard de son rôle dans l'alimentation des milieux aquatiques superficiels ». De plus, s'il est noté que « l'administration peut s'opposer au pompage excessif », il aurait été préférable d'indiquer, clairement, que l'administration « doit » s'y opposer. Enfin, nous regrettons que la disposition A-6.2 se fixe pour seul objectif de « limiter les dommages sur les espèces » et n'affirme pas explicitement la nécessité de protéger ces espèces.

La réduction des produits phytosanitaires

Dans la disposition A-11.5, les exploitants agricoles, les collectivités et les gestionnaires d'espaces ne doivent plus « veiller à » mais sont simplement « incités à » s'inscrire dans une démarche de réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires dans des zones à enjeu eau potable. La pollution par les produits phytosanitaires constitue un problème majeur, or cette disposition use de formulations légères et incantatoires, telles que « inciter », « reconcevoir leur système de production agricole » reflétant l'impuissance générale et collective par rapport à ce problème.

La restauration des captages pollués par les nitrates et les phytosanitaires

La nouvelle disposition B-1.6 prévoit que les collectivités « mettent en œuvre une démarche de reconquête de la qualité de l'eau à l'échelle de

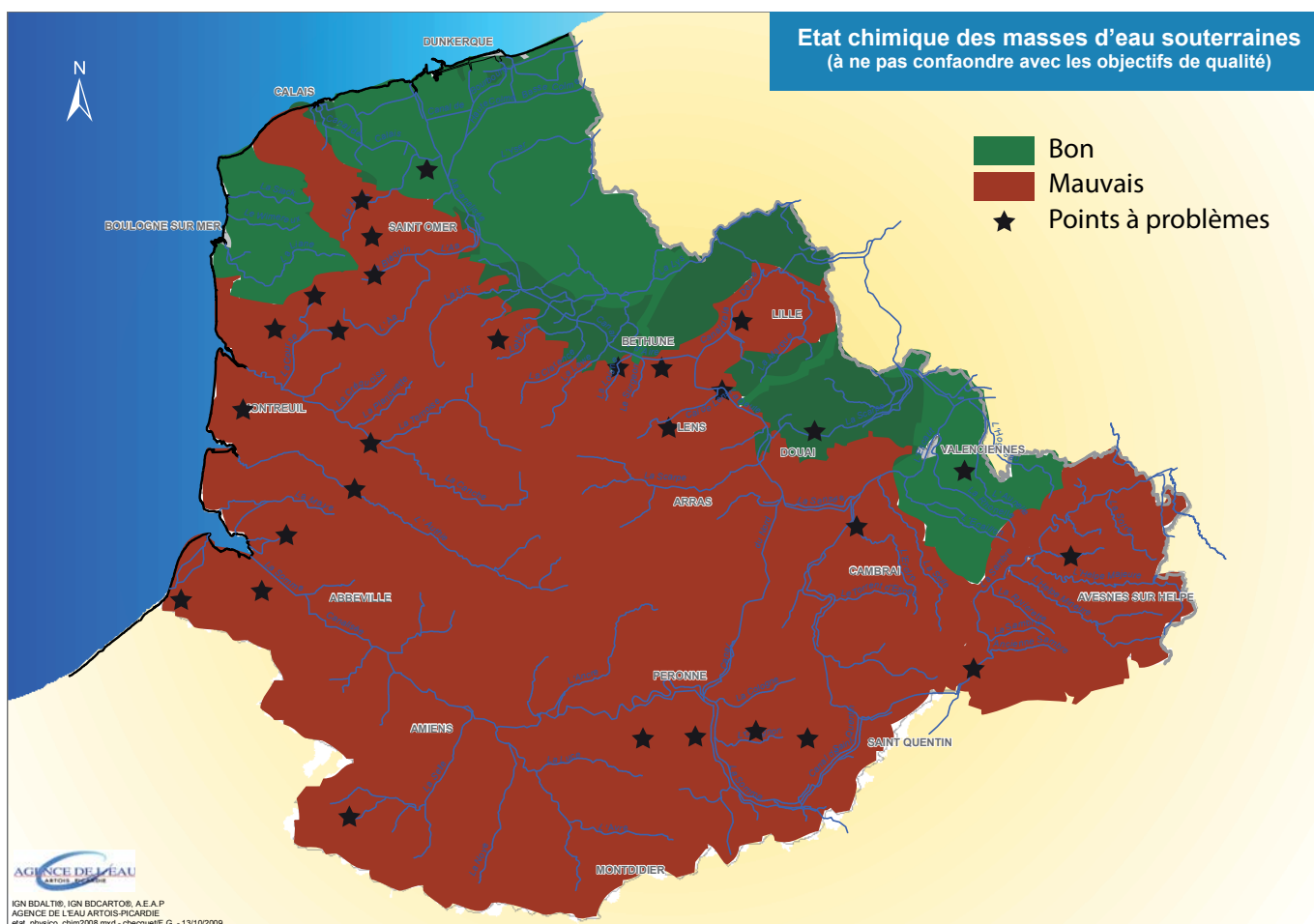
Que retenir ?

- Les nappes continuent d'être sérieusement impactées par les polluants malgré des crédits importants dédiés à l'assainissement, aux traitements et transferts, à l'agriculture et aux 31 Opérations de Reconquête de la Qualité de l'Eau. Il est donc nécessaire de recentrer les aides de l'Agence sur les seules « aires d'alimentation des captages prioritaires ».
- Face au Très Grand Risque Inondation (TGRI) et aux difficultés de tous les acteurs de pouvoir s'engager dans une politique de grands travaux, il est indispensable de repenser le type de développement économique des zones qui manquent totalement de ressources en eau et qui sont sous le niveau de la mer (Flandre maritime) ou qui se trouvent dans des secteurs effondrés (bassin Houiller).

leur aire d'alimentation ». Ces dernières feront l'objet de programmes d'action « reposant sur la mobilisation volontaire de toutes les parties prenantes [...] sur une base contractuelle ». Ils pourront être rendus obligatoires en cas d'insuffisance de mise en œuvre au travers d'un arrêté Zones Soumises à Contraintes Environnementales ». Le caractère volontaire traduit, une fois de plus, un manque de courage politique pourtant nécessaire si nous voulons réellement réduire la pollution à la source. Quant à rendre obligatoires ces programmes d'action en cas d'insuffisance de mise en œuvre, rappelons que, dans les faits, peu de préfets se risquent à exercer un tel niveau de contraintes.

L'exploitation du gaz de couche.

Une nouvelle disposition pour « maîtriser l'exploitation du gaz de couche » a été rajoutée dans l'orientation B-1 mais ne comporte pas de dimension contraignante. Pour un SDAGE qui se doit de « promouvoir la conscience de l'Eau », pouvons-nous nous contenter de déclarer que « l'autorité administrative veille à protéger les ressources en eau dans le cas d'exploitation de gaz de couche », quand on connaît les séquelles héritées du passé industriel de ce territoire ?



(5) Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM). (6) Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE). (7) Le phénomène d'artésianisme (du nom de l'Artois) se produit lorsque la configuration particulière de la géologie d'un lieu et sa topographie provoquent une telle mise en pression de laquifère que la ligne piézométrique « sort » du sol.

LE PROJET DE SDAGE 2016-2021 EN LOIRE-BRETAGNE :

beaucoup d'efforts pour pas grand-chose

Par Josselin De Lespinay

membre APNE du comité de bassin Loire-Bretagne

Avant d'analyser quelques aspects essentiels de sa rédaction il convient de revenir sur les conditions de son élaboration en commission Planification, qui donnent un aperçu des difficultés rencontrées. Présenté par le Secrétariat Technique de Bassin (STB), le projet de SDAGE s'est complexifié au fil des réunions... Mais pour quel résultat ?

Nom de la commission	3 commissions travaillent sur le SDAGE et le PdM: La Commission Inondations Plan Loire, la Commission Littoral, la Commission Planification
Fonctionnement de la commission	La Commission Inondations Plan Loire prépare les travaux et les avis du comité sur la thématique des inondations. La Commission Littoral a compétence pour les questions relatives au littoral, dans la perspective de l'élaboration du SDAGE. La Commission Planification prépare les avis sur les domaines qui ne relèvent pas des attributions explicites de ces deux commissions et intégrera leurs propositions dans ses propres travaux.
Nombre de membres de la commission	La commission planification est composée de 55 membres élus ou désignés et de membres de droit dont 6 représentants APNE
Propositions des APNE	FNE a fait des amendements notamment sur le chapitre de la gestion quantitative, les pollutions diffuses et la gouvernance. Ces amendements n'ont pas empêché un net recul concernant la gestion quantitative avec notamment un assouplissement des conditions de prélèvement
Résultat du vote sur le projet de SDAGE	Le projet de SDAGE a été adopté par 110 voix pour et 55 voix contre (agriculteurs et industriels). Le vote a été effectué à bulletin secret.

des rédactions déjà validées a été utilisée à plusieurs reprises par ces mêmes acteurs, notamment concernant le phosphore.

En fait, le but poursuivi est toujours le même : affaiblir les dispositions du SDAGE pour lui retirer toute capacité à diminuer les ambitions sans limites de l'agriculture industrielle. Pour préserver les milieux et les besoins des autres usagers, les associations du réseau FNE ont fait également des propositions d'amendements mais dans des proportions bien plus modestes. Les autres membres du Comité de bassin n'ont rien proposé d'officiel.

Cette stratégie « commando » de l'agro-industrie est détestable, elle conduit à la monopolisation du débat par un groupe d'intérêt et son immobilisation sur certaines problématiques du SDAGE. D'où une confrontation permanente avec l'administration, ses personnels étant parfois qualifiés d'une manière inacceptable. Suite au renouvellement des Comités de bassin et au changement du Président de cette commission, les tensions se sont atténuées, mais après la consultation du public il restera à voter le SDAGE fin 2015...mais quel SDAGE ?

Lors de la présentation du SDAGE au Comité de bassin, des attaques personnelles ont même été émises à l'encontre de la représentation associative, fait nouveau et inquiétant car jusqu'ici la courtoisie et le respect mutuel ont toujours été de mise. On peut sans doute trouver l'explication de tout cela dans un commentaire repris plusieurs fois lors de diverses commissions par un président de Chambre d'Agriculture : « Vous comprenez, ça (le projet de SDAGE), on ne peut pas le vendre à notre base... ». Vote final en Comité de bassin le 2 octobre : 55 contre (les représentants de la profession agricole et de l'agro-business, dont quelques élus), 110 pour, dont les APNE.

QUELQUES POINTS ESSENTIELS DU PROJET DE SDAGE

Les dispositions du chapitre I « repenser les aménagements de cours d'eau » souhaitent « prévenir toute détérioration des milieux... Restaurer... Favoriser la prise de conscience... Améliorer la connaissance... ». Quelques-unes sont assez volontaristes, mais peuvent être annulées par « des motifs d'intérêt général ». On l'a vu dans le Tarn, on le voit dans des départements comme l'Indre, où des projets de reconstruction de barrages en ruines ont encore la faveur d'élus comptant sur la passivité de l'administration, elle-même sous pression de préfets pour qui l'ordre compte plus que la justice. Bien qu'au bout du compte aucun des deux ne soit obtenu.

La disposition 1D (Assurer la continuité longitudinale des cours d'eau) utilise comme indicateur le « Taux de fractionnement » (1) qui remplace le taux d'étagement (2). Ce nouvel indicateur est plus pertinent car il met en évidence l'accumulation des obstacles, facteur le plus limitant pour les migrateurs.

LES NITRATES

Les mesures du chapitre II fixent des objectifs chiffrés de réduction de flux pour des bassins, mais précisent qu'elles n'ont de sens « qu'à l'échelle de l'ensemble du bassin ». Les projets individuels et les SAGE

LA COMMISSION « PLANIFICATION » DE LOIRE BRETAGNE

Pour élaborer le SDAGE 2016-2021 la commission s'est réunie une vingtaine de fois. Le plus souvent les élus étaient absents, parfois seulement représentés par une ou deux personnes. Cette faible représentation constitue un problème politique majeur pour le bon équilibre de la gouvernance des instances de bassin en retirant de la crédibilité aux travaux réalisés.

Les représentants du monde économique : agriculture et industrie agro-alimentaire étaient surreprésentés dans cette commission. Bénéficiant du soutien technique du réseau des chambres d'agriculture à l'échelle du bassin, ils n'ont pas eu de grandes difficultés, parfois au nom d'études qu'ils déclarent toujours détenir mais ne produisent jamais, pour proposer une multitude d'amendements au projet de SDAGE. Jamais satisfaits et demandant toujours de nouvelles données, ce sont pourtant ces derniers qui critiquaient le projet comme étant trop dense et trop complexe. La technique qui consiste à revenir sur

(1) Rapport entre le linéaire du drain principal et la somme des hauteurs de chute. (2) Rapport entre la hauteur de chute et la dénivelée naturelle.

se sentiront-ils concernés ? La mer, pour beaucoup, c'est loin... On a vu l'inefficacité des « programmes d'action » résultant des classements successifs en zones vulnérables, et on reste dans la même optique d'incitations sans réelle contrainte. Quand verra-t-on un chapitre « Supprimer la pollution par les nitrates ? »

REDUIRE LA POLLUTION ORGANIQUE ET BACTERIOLOGIQUE

Ce chapitre III insiste longuement sur les rejets ponctuels des entreprises et collectivités, puis finit par évoquer le phosphore diffus des rejets de l'agriculture. C'est sur ce dernier point que les discussions ont été vives lors de l'élaboration du texte, la profession agricole refusant les termes « fertilisation équilibrée » et voulant leur substituer « fertilisation raisonnée », qui ne veut rien dire de concret. Bien qu'actée lors d'une réunion et finalement adoptée, la première formulation a été remise en cause au point de provoquer un incident, des administratifs étant accusés de manœuvres douteuses par des représentants de l'agriculture. Chacun voit le monde à son image. Il est vrai que la fertilisation équilibrée implique une réduction de l'élevage « hors sol » si prisé par le système actuel.

POLLUTIONS DIFFUSES : EFFICACITE DES OUTILS ET RISQUE DE NON-ATTEINTE

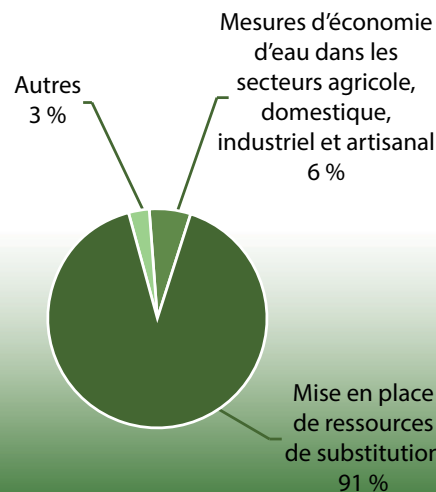
La mesure 4D concerne la formation des professionnels à l'utilisation de produits phytopharmaceutiques (3). Sa logique aboutit à ce que le vendeur propose à l'utilisateur d'acheter moins de produits ! Rêvons...

LA GESTION QUANTITATIVE ET LE PROBLEME DES RETENUES.

Dans son Chapitre 7, le projet réaffirme le caractère essentiel de la maîtrise des prélèvements d'eau et du retour à l'équilibre par la résorption des déficits quantitatifs. Il évoque les conséquences liées au changement climatique, et la révision périodique des autorisations de prélèvement. Mais dans le même temps « une augmentation mesurée des prélèvements estivaux est jugée possible » sur certains territoires, ce qui ne pourra se traduire que par le développement de l'irrigation et la monoculture intensive. On notera que les secteurs les plus impactés par les pollutions diffuses sont quasiment superposables à ceux de l'agriculture intensive irriguée. Le modèle reste donc en place. Les retenues dites « de substitution » sont présentées sous l'apparence d'économies d'eau et sont subventionnées comme telles. En fait, on substitue une période de prélèvement (en hiver) à une autre (en été), et la consommation n'en est pas réduite pour autant. Le budget alloué au titre des économies d'eau dans le « Programme de mesures » est estimé à 210 millions d'euros. Le déséquilibre entre les sommes allouées aux mesures de réduction réelle de la consommation et celui présenté comme « mise en place de ressources de substitution » est total : 91% pour les retenues, 9% pour les économies ! (cf. figure 1). L'expression « création de ressource » laisserait croire que le monde agricole « crée de l'eau ». En fait, il la prend, afin que perdure l'agriculture intensive et son cortège de pollutions diffuses. S'ensuivra, encore ?

Territorialisation oblige, la nouvelle rédaction de ce chapitre accentue les « possibilités d'ajustement des objectifs par les SAGE », procédure encadrée par une analyse nécessaire dite « Hydrologie, Milieux, Usages, Climat ». Gros risque de dérive tant que la gouvernance des CLE (4) n'aura pas été rééquilibrée.

La première rédaction entrouvrirait la possibilité d'accroître, sous conditions, les prélèvements hivernaux sur certaines zones. Sous pression permanente, réunion après réunion, le texte a accumulé dérogations et variantes, jusqu'à des modifications de dernière minute des dispositions dites 7D. Coup de grâce lorsque « l'assouplissement »



Principales familles d'actions sur le水资源 (en % du montant total 2016-2021) (Sources : Projet de SDAGE 2016-2021 en Loire Bretagne)

des dispositions de ce chapitre a été offert à la profession agricole pour qu'elle accepte le terme « équilibrée » à la place de « raisonnée » s'agissant de la fertilisation phosphorée déjà évoquée. Le risque est grand de permettre la multiplication de retenues de stockage y compris dans des bassins déjà surexploités si les services instructeurs ne sont pas suffisamment vigilants et tenaces.

LA PRESERVATION DES ZONES HUMIDES

Au chapitre 8, les avancées, relatives, marquées par le SDAGE 2015 ne sont pas érodées. Elles sont même mieux formulées. Néanmoins, la mesure 8A-3 résume à elle seule toute la faiblesse des mesures cherchant à empêcher la disparition des zones humides. Elle rappelle que les « zones humides présentant un intérêt environnemental particulier [...] et les zones humides dites zones stratégiques [...] sont préservées de toute destruction même partielle ». Mais aussitôt apparaissent les dérogations possibles : DUP (5), « intérêt public majeur ». On pourrait croire naïvement que toute zone humide possède, de facto, un intérêt environnemental particulier.

LA PRESERVATION DU LITTORAL

Concernant le littoral (Chapitre 10), il y a encore un certain nombre de mesures telles que « Réduire significativement l'eutrophisation [...], limiter ou supprimer certains rejets [...], restaurer et/ou protéger la qualité sanitaire [...] » dont le détail est de l'ordre du constat et de l'incantation puisque que le littoral est l'exutoire de tout le bassin.

Que retenir ?

Au vu de ce survol, on pourrait croire que peu de choses ont changé depuis le précédent SDAGE, et par rapport à la première rédaction proposée, la version finale est en net recul sur tous les points permettant d'aller vers le « bon état des eaux » qui semble être un horizon bien lointain. Il y a toutefois des avancées, suffisantes pour que les lobbys de l'agro-industrie s'y soient opposés de tout leur poids afin de défendre un modèle agricole rendant les agriculteurs si heureux qu'ils viennent déposer leurs trésors jusque devant les grilles des préfectures. Mais malgré ces lacunes ce projet de SDAGE est plus précis et mieux ciblé que le précédent. C'est pour cette raison que, malgré tout, nous l'avons voté.

(3) Nom du masque donné à ce que le bon sens appelle « pesticides ». (4) La commission locale de l'eau (CLE). (5) Déclaration d'utilité publique (DUP).

LE PROJET DE SDAGE 2016-2021 EN RHIN-MEUSE :

Mieux vaut penser le changement que changer le pansement (1)

Par Jean Wencker,
représentant APNE (2) au comité de bassin Rhin-Meuse

L'objectif des 2/3 des masses d'eau en bon état dès 2015 ne sera pas atteint. La mise à jour du SDAGE (3) pour le deuxième cycle a fait l'objet de nombreuses consultations. Cette nouvelle mouture vise à tirer le bilan de l'état des lieux 2013 en revenant à des objectifs plus réalistes pour 2021 et nécessairement intégrer les évolutions juridiques des directives européennes, relatives aux substances dangereuses, dangereuses prioritaires et au changement climatique.

Nom de la commission	Commission Planification
Fonctionnement de la commission	Se réunit trois à quatre fois par an pour examiner ou créer les outils de la planification (SDAGE, SAGE (4), PdM (5)) et l'examen critique des résultats
Nombre de membres de la commission	40 membres dont 4 membres APNE
Propositions des APNE	Sur le bassin Rhin-Meuse, il n'y a pas de guerre ouverte entre groupes d'intérêts. Notons à ce titre qu'une personne du monde associatif a été plébiscitée pour présider le groupe Eau nature et biodiversité et mener à bien d'après négociations avec les industriels de l'extraction des granulats. La présidente du groupe Eau-nature et biodiversité a pu faire valider les propositions des APNE concernant la préservation ou la restauration des zones humides.
Résultat du vote sur le projet de SDAGE	Le SDAGE est adopté à l'unanimité. Pas de délibération prise sur le PdM, le CB ne se prononcera que sur le projet définitif.

ETAT DES LIEUX (6)

Etat des masses d'eau de surface

L'Etat des lieux 2013 a montré une forte augmentation des masses d'eau classées médiocres ou mauvaises. Comme il faut s'y attendre depuis la parution du règlement communautaire « anguille » le taux de migration des anguilles continue de régresser.

Les HAP (7) et le mercure constituent les principaux responsables de la dégradation de l'état chimique des eaux superficielles. Les PCB (8) ont été rejetés massivement dans l'environnement entre les années 1930 et les années 1980, et ont durablement contaminé les milieux aquatiques. Pour preuve, l'état des lieux 2013 a identifié 28% des masses d'eau de rivière du district Rhin et 24% de celles du district Meuse comme étant à risque en ce qui concerne les PCB.

D'après le bilan de 2013, il est envisagé que 34% des masses d'eau devraient atteindre le bon état chimique en 2015, voire 36% en 2021 en intégrant les dégradations dues aux matières ubiquistes (9). L'objectif réaliste est d'atteindre 40% à 50% des masses d'eau de surface en bon état d'ici 2021.

Etat des masses d'eau souterraine

L'aquifère rhénan, principale ressource en eau du bassin, souffre des pollutions chimiques historiques (chlorures) en voie de régression, de pollutions industrielles ponctuelles et plus récemment des produits phytosanitaires de l'agrochimie et des excédents de nutriments. Toute l'Alsace est en zone vulnérable nitrates. Dans l'ancien bassin houiller de Lorraine, les excédents de sulfates dégradent l'état chimique. Les états quantitatifs sont excellents sur les deux districts Meuse et Rhin à une exception près : la masse d'eau souterraine « Grès vosgien captif non minéralisé » qui souffre d'une surexploitation notoire.

LES PRINCIPAUX THÈMES ET DISPOSITIONS DU NOUVEAU SDAGE 2016-2021

Le chapitre 3 du projet de SDAGE Rhin Meuse 2016-2021 organise ses orientations et dispositions en 6 thèmes.

Thème eau et santé

- Sécuriser les installations de production et de distribution d'eau potable

La disposition T1 - O1.1 - D1 intègre la notion de priorisation pour l'instruction des dossiers de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) des captages d'eau potable.

Cependant, nous regrettons que dans la nouvelle disposition T1-O1.1 - D5ter, les établissements publics et les services de l'Etat ne soient tenus que « d'encourager » la mise en herbe et le boisement des périmètres de protection des captages AEP. De la même manière, la disposition T01.1 D5 se contente simplement de « fortement recommander » la réalisation d'études préalables à l'établissement des périmètres de protection des captages sollicitant les réservoirs miniers du bassin ferrifère.

- Plomb

La disposition T1 - O1.2 - D5 ajoute une mesure sur le remplacement des conduites en plomb dans les secteurs jugés à risque. Néanmoins, notons que la nouvelle disposition T1 - O1.2 - D5 prévoit une « action incitative » et « une campagne d'information vers les collectivités ». L'incitation et la sensibilisation ne constituent pas des moyens suffisamment contraignants permettant le remplacement effectif des conduites.

Thème eau et pollution

- Sites et sols pollués

L'orientation T2 - O1.4 prévoit l'ajout de mesures visant à limiter les impacts des sites et sols pollués sur les ressources en eau. Cette

(1) Cf. p.190 du projet de SDAGE Rhin-Meuse. (2) Association de Protection de la Nature et de l'Environnement (APNE). (3) Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE). (4) Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE). (5) Programme de Mesures (PdM). (6) Pour plus d'informations, voir la Lettre Eau numéro 65. (7) Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP). (8) Polychlorobiphényles. (9) Les matières ubiquistes désignent les diphényléthers bromés, le mercure et ses composés, les composés des tributylétain, HAP, PFOS, dioxines, HBCDD, heptachlore. Sans ces matières les chiffres s'élèveraient à 69% et 87%, voir la directive 2013/39/EU et la note du ministère relative à ces matières. (10) Commission Internationale pour la Protection du Rhin (CIPR). (11) La biocénose renvoie à l'ensemble des êtres vivants coexistant dans un espace défini, étendre la pollution aux PCB aux zones aval est une menace pour la biodiversité.

orientation est d'autant plus importante que sur le bassin Rhin-Meuse, la gestion des anciens sites industriels constitue un réel défi. Ainsi la nouvelle disposition T2 01.4 d2 visant à « améliorer la connaissance des sites et sols pollués [...] par la réalisation de diagnostics et de surveillances adaptés » constitue une avancée.

• Polychlorobiphényles (PCB)

La disposition T2 01.5 D1 relative au traitement des PCB, se limite à « recommander d'appliquer à l'ensemble des cours d'eau [...] la recommandation de la [CIPR (10)] relative aux critères sur les déplacements des matériaux de dragage en ce qu'elle concerne les PCB ». Encore une fois, la simple recommandation ne garantit pas la mise en place de moyens effectifs permettant une réduction significative des déplacements des matériaux de dragage. Certains déplacements sont nécessaires mais il faudrait envoyer les matériaux contaminés vers une décharge dédiée, qui existe déjà à Rotterdam, au lieu de simplement pousser la pollution vers l'aval au détriment du respect de la biocénose (11).

• Pollutions diffuses

L'orientation T2 - 04 vise à « former à des pratiques respectueuses compatibles avec la protection de la ressource en eau ». Nous notons quand même que malgré ces formations, la pollution ne régresse pas. De plus, cette orientation devrait davantage mettre en avant des moyens d'actions explicites.

Thème Eau, Nature et Biodiversité

Saluons l'effort de clarification des définitions des zones humides remarquables et ordinaires suite à la modification de la disposition T3 - 07.3 - D3. De plus, afin de limiter les impacts des rejets d'eaux pluviales, de stations d'épuration, de drainage agricole, la nouvelle disposition T3 - 04.2 - D9 vise à « rechercher » la connexion des rejets vers le milieu naturel au travers de créations de zones tampons. Cette disposition va dans le sens de la protection des milieux aquatiques, mais n'a rien d'impératif !

La nouvelle disposition T3 - 07.4.5 - D5, en introduisant la notion de « compensation globale », dit clairement que « la dégradation d'une ou plusieurs fonctions remplies par la zone humide touchée devra être compensée ». Des coefficients de compensation sont introduits pour tenter de dissuader les destructions de zones humides.

Enfin, notons un autre point positif suite à la modification de la disposition T3 - 07.4.1 - D2 qui précise que « pour les associations, les aides publiques pourront être déplaçonnées, avec un financement des actions à hauteur de 100 % si nécessaire, afin de leur permettre de mener des projets en faveur des zones humides. »

Thème eau et rareté

La modification de la disposition T4 - 01.2.1 - D1 prévoit que « tout prélèvement en eau souterraine [...], ne peut être accordé que si l'étude d'incidence démontre que le nouveau prélèvement ne s'oppose pas à l'atteinte de l'objectif d'équilibre quantitatif de la masse d'eau souterraine ». Cette disposition renforce le principe d'équilibre entre prélèvements en eau souterraine et le bon état de ces masses d'eau.

Parallèlement au principe d'équilibre en eau souterraine, la nouvelle disposition T4 - 01.5 - D1 cherche à garantir le principe d'équilibre entre les prélèvements en eau de surface et le bon fonctionnement des cours d'eau.

Thème eau et aménagement du territoire

La modification de la disposition T5A - 04 - D2 met en avant la mise en place de « bonnes pratiques » encourageant la reconquête des zones

d'expansion des crues. Ne faudrait-il pas, parallèlement à ces efforts de sensibilisation du grand public, favoriser la rédaction de dispositions opérationnelles et contraignantes visant à réduire l'urbanisation des zones présentant un risque d'inondation ? Les APNE ont souligné la nécessité d'introduire des contraintes urbanistiques plus sévères mais le Comité de bassin n'a pas osé aller franchement à l'encontre de certaines pratiques laxistes des communes. Le représentant d'Alsace Nature a dû rappeler que le SDAGE s'impose aux SCOT (12) et PLU (13) et qu'il convient, par conséquent, de ne pas restreindre l'ambition du texte. Il faudra sans doute d'autres catastrophes pour le faire comprendre aux élus...

Thème eau et gouvernance

La nouvelle disposition T6 - 05 - D8 et D9 prévoit que « le comité de bassin recommande la mise en place d'EPAGE et d'EPTB (14) à l'échelle du bassin Rhin-Meuse ». Favoriser la gouvernance de l'eau par l'identification d'EPAGE et d'EPTB permet de faciliter l'appropriation locale des plans d'actions et des programmes de mesures. Dans la même veine, la disposition T6 - 05 - D3 favorise les échanges entre les structures en

incitant « le comité de bassin à identifier les CLE (15) des SAGE, les EPTB et les structures porteuses de SCOT comme des acteurs essentiels dans la mise en œuvre de la DCE et de DI (16) à l'échelle des bassins hydrographiques ».

Une limite est néanmoins à relever concernant la disposition T6 - 01.1 - D3, puisque les programmes d'aides publiques « privilégient » et « incitent » à la réalisation d'actions permettant d'agir à la source des problèmes. De nouveau, l'emploi de termes aussi incantatoires et mous qu'« inciter » reste insuffisant au regard de l'enjeu que représente l'atteinte du bon état des milieux aquatiques.

Que retenir ?

Il est de plus en plus apparent que la pollution diffuse agricole constitue le problème majeur du bassin. Sans changement des pratiques agricoles, la question ne sera pas réglée. L'une des difficultés sera de revenir sur certains articles de la LEMA (17) qui soustraient la pollution agricole au « principe pollueur payeur ». En effet, les redevances agricoles sont scandaleusement faibles : la profession contribue pour 1% aux ressources financières de l'agence Rhin-Meuse alors qu'elle profite de 10% des dépenses et 70% de la ressource eau...

De plus, nous déplorons l'usage de termes mous ou de « recommandations » diverses dont l'exécution n'a pas de caractère obligatoire. Ces faiblesses s'expliquent par le fait que le SDAGE s'inscrit dans le droit existant et ne peut qu'inciter au respect intégral de ce droit. Les APNE ne manquent pas de propositions pour amender le code de l'environnement, aux parlementaires de faire leur travail !

Chaque orientation met en exergue des mesures concourant à la lutte contre le changement climatique visant à préserver et restaurer les zones humides, à lutter contre les aléas climatiques, à lutter contre les espèces invasives et préserver les milieux dans toutes leurs composantes faunistiques, floristiques et hydrologiques. La bataille contre le changement climatique ne doit plus attendre, ce SDAGE la prend en compte et c'est un progrès par rapport à celui de 2009.

(12) Schéma de COhérence Territoriale est un document instauré par la loi SRU du 13 décembre 2000 et a pour but de déterminer, à l'échelle de plusieurs communes ou groupements de communes, un projet de territoire visant à mettre en cohérence l'ensemble des politiques sectorielles. (13) Plan Local d'Urbanisme - Il remplace le plan d'occupation des sols (POS) depuis la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains du 13 décembre 2000 (loi SRU). (14) La loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles crée les EPAGE (établissements publics d'aménagement et de gestion des eaux) et les établissements publics territoriaux de bassin (EPTB). (15) Le Schéma d'Aménagement de la Gestion des Eaux (SAGE) est un document élaboré par les acteurs locaux (élus, usagers, associations, représentants de l'Etat etc.) réunis au sein de la commission locale de l'eau (CLE). (16) Directive Inondation (2007). (17) Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques, 2006

PROJET DE SDAGE EN RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE 2016 - 2021 : entre ambition et réalisme

Par le collectif FNE Saône Rhône Méditerranée

Le prochain SDAGE se fonde sur l'état des lieux du bassin approuvé par le Comité de Bassin (CB) en décembre 2013. Il s'organise autour d'une analyse du risque de ne pas atteindre les objectifs de la Directive Cadre sur l'Eau (1) (DCE) et d'une approche par pressions. Or les résultats sont mitigés, la dérive climatique est confirmée et les ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable sont menacées. Le SDAGE 2016-2021 aura à répondre à une urgence accentuée.

Nom de la commission	Il n'y a pas de commission spéciale.
Comment le projet de SDAGE a-t-il été élaboré ?	La délégation de l'Agence de l'Eau a organisé des réunions de travail par sous-bassins avec l'ensemble des acteurs directement impliqués dans la gestion (environ 40 réunions) ; par groupe d'acteurs ; par département (6 réunions) (2). Le bureau du CB a étudié le projet de SDAGE et de PdM et a organisé 4 réunions thématiques ouvertes (3).
Propositions des APNE	Les APNE (4) ont pu s'exprimer lors de chaque réunion ouverte et ont fait : - des interventions en séance (groupes de travail, CB etc.) - des contributions écrites (un courrier FNE SRM à l'automne 2013 relatif aux attentes générales vis-à-vis du SDAGE etc.)
Résultat du vote sur le projet de SDAGE	Le projet de SDAGE a été adopté par le CB le 19.09.2014. Les représentants du monde agricole ont voté contre le projet de SDAGE en prétextant des contraintes de plus en plus lourdes qui mettraient en péril l'activité agricole.

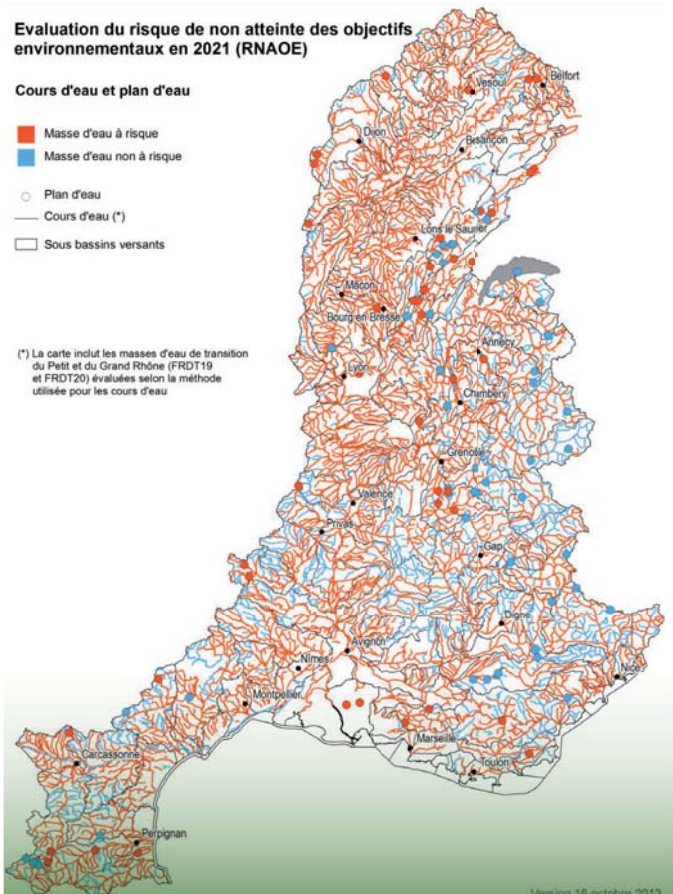
Enfin, nous observons des résultats contrastés entre des améliorations locales rapides inattendues, ou au contraire des milieux qui régressent. Cette disparité s'explique par les incertitudes sur l'évaluation de l'état des masses d'eau et les effets encore mal estimés des mesures mises en œuvre.

Evaluation du risque de non atteinte des objectifs environnementaux en 2021 (RNAOE)

Cours d'eau et plan d'eau

- Masse d'eau à risque
- Masse d'eau non à risque
- Plan d'eau
- Cours d'eau (*)
- Sous bassins versants

(*) La carte inclut les masses d'eau de transition du Petit et du Grand Rhône (FRDT19 et FRDT20) évaluées selon la méthode utilisée pour les cours d'eau



Evaluation du risque de non atteinte des objectifs environnementaux en 2021 - Sources Agence de l'Eau RMC

ÉTAT DES LIEUX

En Rhône Méditerranée, le risque de non atteinte des objectifs écologiques prévus par la DCE concerne :

- 70% des cours d'eau en raison de multiples perturbations : hydrologie, morphologie et continuité écologique,
- 33 % des masses d'eau souterraines
- 50 % des plans d'eau du fait des pollutions diffuses.

En matière de gestion quantitative, les études de volumes prélevables engagées sur 70 territoires confirment la gravité de la situation, y compris là où on ne l'attendait pas.

Seuls les efforts importants en matière d'assainissement, de pollutions diffuses et domestiques se retrouvent dans les chiffres, notamment sur les grands axes fluviaux. La restauration physique enregistre aussi ponctuellement quelques progrès.

Plusieurs phénomènes expliquent ces résultats, tels que la recherche de conciliation à tout prix d'intérêts divergents, la prise de demi-mesures, le manque de volonté politique, ainsi que la tendance au recul permanent de l'action.

SDAGE EN ÉVOLUTION POUR PLUS D'AMBITION

Le SDAGE 2016 aura donc fort à faire pour atteindre le bon état écologique. Aussi, a-t-il été conçu comme une suite opérationnelle du SDAGE 2010 destiné à résorber les déséquilibres.

(1) Directive 2000/60/CE établissant un cadre communautaire dans le domaine de l'eau. (2) Ces informations sont valables pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. (3) Ces informations sont valables pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. (4) Association de Protection de la Nature et de l'Environnement (APNE). (5) Le Plan d'action pour le Milieu Marin, ou PAMM, issu de la Directive Stratégie pour le Milieu Marin, est à la mer ce que le SDAGE est à l'eau.

UN PDM OPÉRATIONNEL ET RÉALISTE

L'architecture et les orientations fondamentales (OF) du SDAGE 2010 ont été amendées et complétées en fonction des avancées obtenues, tant sur les milieux et la ressource que dans les domaines scientifiques, technologiques ou sociétaux. Le futur SDAGE n'est pas pour autant un copié-collé du précédent car différentes nouveautés émaillent les neuf orientations fondamentales.

Première évolution, une orientation fondamentale supplémentaire, l'OF0, aborde le changement climatique et la nécessaire adaptation. Transversale, cette orientation définit la logique d'action préconisée par le comité de bassin et privilégie l'information, l'anticipation, tout en évitant la « mal-adaptation ». Le SDAGE intègre cette OF0 dans chacune de ses dispositions, et oriente les actions et projets locaux afin d'anticiper le changement climatique. Ainsi en termes de gestion quantitative, il est recommandé de mettre en place des plans de gestion de la ressource en eau (PGRE), ainsi que de veiller à un encadrement plus strict du recours à de nouvelles ressources ou à la substitution. De plus, concernant l'imperméabilisation de nouvelles surfaces, cette OF0 contribue à valoriser l'application de la logique « Éviter - réduire - compenser », avec un coefficient de compensation de 150%.

Une 2^{de} évolution importante concerne les milieux aquatiques qui sont encore davantage pris en compte. L'OF qui leur est dédiée définit désormais l'Espace de Bon Fonctionnement (EBF) nécessaire aux différents types de milieux aquatiques et propose les leviers d'action permettant leur intégration dans les projets. De plus, celle-ci adapte et renforce la règle de compensation en cas de destruction de zone humide en instituant une compensation à 200%, et en prenant en compte les fonctions et usages des parcelles concernées.

Cette plus grande prise en compte des milieux vise aussi les milieux côtiers : initialement jusqu'à 12 miles, elle s'appliquera désormais jusqu'à 200 miles du fait de son articulation avec la directive-cadre stratégie pour le milieu marin (DCSMM). L'action du SDAGE, en contribution aux objectifs du PAMM (5), porte plus précisément sur les enjeux de restauration physique du littoral, l'organisation des usages en mer ou la réduction des flux de pollution.

Enfin, l'enjeu « Milieux » concerne l'OF « inondations » (OF 8), soumise également au Plan de Gestion du Risque Inondation (PGRI) issu de la directive Inondation. Le SDAGE allie désormais restauration et préservation du fonctionnement des milieux et réduction de l'aléa, dans une logique gagnant - gagnant.

Santé humaine et qualité de l'eau constituent un quatrième enjeu de taille pour le SDAGE 2016. La santé devient ainsi une priorité et un axe d'évaluation des travaux menés en matière de lutte contre les pollutions de toute nature. Sont ainsi inscrits en ligne de mire les captages prioritaires et la préservation renforcée des masses d'eau stratégiques pour l'eau potable.

De plus, la lutte contre les substances dangereuses, la réduction de la pollution pluviale et de l'exposition des populations aux polluants chimiques sont également des points centraux de l'action du SDAGE.

Enfin, le SDAGE met en œuvre la loi MAPTAM (6) et prévoit pour ce faire un accompagnement de la mise en œuvre de la compétence GEMAPI (7) désormais dévolue aux communes par :

- La création d'une mission spécifique d'accompagnement des communes,
- L'ajout d'un volet au sein de l'OF « économie et social », qui précise les objectifs attendus d'une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement.

Elaboré au plus près du terrain (8), le Programme de Mesures (PdM) 2016 répond à quelques principes simples : opérationnalité, efficacité, priorité.

Il s'appuie donc sur l'état des lieux 2013 pour donner des réponses concrètes et opérationnelles ciblées sur les pressions propres aux bassins versants et plus particulièrement sur celles freinant significativement l'atteinte du bon état des eaux. Le PdM 2016 se veut ainsi une boîte à outils comportant :

- des mesures thématiques, directement rattachées aux orientations du SDAGE,
- et des mesures territorialisées, feuilles de route pour les acteurs locaux.

Ces ensembles de mesures complètent le socle réglementaire des lois et dispositifs nationaux, qui s'impose *de facto* et représente un pré-requis pour l'atteinte du bon état.

Ce projet de PdM est pragmatique. En effet, la capacité à faire et capacité à financer, obligations légales nationales et européennes, et enfin le niveau d'efficacité des mesures nécessaires au rétablissement du bon fonctionnement du bassin ont été les juges implacables de l'arbitrage final. Le coût total estimé s'élève à 2.59 milliards d'euros sur six ans, soit moins de 10% des dépenses eau du bassin.

LE DÉFI DU SDAGE

Pour autant, un défi attend le futur SDAGE : faire comprendre d'une part l'intérêt que représente pour un territoire une eau de qualité et de quantité suffisante, notamment en termes d'attractivité, et d'autre part la nécessité de s'engager résolument pour cette eau.

L'expression des acteurs et du comité de bassin en faveur du SDAGE, la mobilisation des financements, la mise en œuvre concrète du SDAGE par les différents acteurs dans l'exercice de leurs missions respectives... seront autant d'indices prouvant que le challenge aura été relevé.

A ce jour, les acteurs sont partagés. Le monde industriel brandit l'argument de la crise économique et préconise la réduction des dépenses, arguant d'un SDAGE trop exigeant et porteur d'impacts négatifs sur l'activité. Les agriculteurs, pris au piège de l'agriculture productiviste (9), admettent difficilement la nécessité de s'adapter et de préserver l'environnement. Les élus rechignent à imposer à leurs administrés - et électeurs - des efforts qui craignent-ils, mettraient à mal le sacro-saint pouvoir d'achat, ou pire, l'emploi.

Engager les acteurs au-delà du dialogue courtois est indissociable de l'utilisation effective pour l'eau des financements liés à l'eau. Les prélèvements répétés de l'Etat dans les budgets des Agences rendent difficiles cet engagement et conduisent, faute de pouvoir mener à bien les programmes, au paiement d'amendes à l'Europe.

Que retenir ?

Un SDAGE 2016-2021 entre ambition et réalisme, intégrateur des autres politiques liées à l'eau, DCSMM et DI notamment

Un PdM visant l'opérationnalité et l'efficacité.

Les résultats attendus en 2021 : bon état écologique pour 66% des masses d'eau superficielles ; eaux souterraines en bon état chimique à 83% et en bon état quantitatif à 98%.

(6) Loi 2014-58 du 27.01.2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) : <http://www.legifrance.gouv.fr/af-fichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028526298>. (7) Compétence GEMAPI : gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, créée par la loi MAPTAM. (8) Suite à environ 150 réunions rassemblant les acteurs du bassin. (9) Difficultés réelles de modifier les types culturels ou leur mécanisme, investissements pas encore remboursés...

LE PROJET DE SDAGE 2016-2021 EN SEINE NORMANDIE :

un projet consensuel et peu contraignant

Par **Abelardo Zamorano et Paul Ferlin**,
représentants APNE (1) du bassin Seine-Normandie

Le 8 octobre 2014, le comité de bassin Seine-Normandie a adopté son projet de schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2016-2021. Les objectifs affichés sont d'atteindre à l'échéance 2021 le bon état pour : 62% des masses d'eau superficielles, 61% des masses d'eaux côtières et 20% des masses d'eaux souterraines. Le SDAGE 2016-2021 sera-t-il à la hauteur des enjeux ?

Nom de la commission	Commission permanente des programmes et de la prospective (C3P)
Fonctionnement de la commission	Elle étudie le projet de SDAGE et le PdM (2). Elle suit les travaux relatifs à la mise en œuvre du SDAGE et du PdM. Elle prépare et discute des avis pour le CB (3).
Nombre de membres de la commission	56 membres. Baisse importante des représentations d'associations et des APNE en particulier après le renouvellement des CB. Il n'y a plus que 2 représentants APNE (contre 4 auparavant)
Propositions des APNE	Les APNE sont beaucoup intervenues lors des réunions C3P. Les APNE ont fait une proposition écrite qu'elles ont présentée au CB de septembre 2014. Cette note semble avoir été prise en compte.
Résultat du vote sur le projet de SDAGE	Le SDAGE a été voté à l'unanimité. Avis des APNE : ce SDAGE reste consensuel et est perçu comme étant peu contraignant.

quantitatif des masses d'eau fortement sollicitées reste inchangé. D'après l'état des lieux du bassin réalisé en 2013, 30% des masses d'eau souterraine sont en mauvais état chimique du fait des nitrates et des pesticides.

Malgré les moyens financiers consentis, l'atteinte des objectifs environnementaux s'est heurtée aux logiques économiques et à d'autres politiques publiques telles que la politique agricole, la politique énergétique auxquelles vient s'ajouter un contexte général de désengagement de l'Etat.

BILAN DU PROJET DE SDAGE 2016-2021 : UN SDAGE PLUS RÉALISTE ?

Le projet de SDAGE proposé dans le cadre du futur plan de gestion se veut techniquement plus réaliste car il fixe des délais de réalisation allant au-delà de l'échéance 2021, propose des objectifs moins stricts quand le coût des mesures est disproportionné. Ce projet décline les enjeux du bassin en 8 défis, eux-mêmes détaillés en 45 orientations et 195 dispositions.

Défi 1 : diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques

Notons les progrès importants accomplis dans le domaine de la réduction des pollutions classiques, avec en particulier la mise aux normes des stations d'épuration et l'amélioration du fonctionnement des dispositifs d'assainissement en application de la directive sur les eaux résiduaires urbaines. Cela a permis de réduire significativement la pollution carbonée déversée dans les cours d'eau du bassin et sur le littoral. Il en est de même pour le phosphore et les formes réduites de l'azote ainsi que pour la pollution microbiologique des zones côtières. La disposition D1.11 précise que les collectivités « doivent » mettre en œuvre des solutions de réduction des pollutions déversées par temps de pluie, sans pour autant en préciser les modalités d'action.

Défi 2 : diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques

La contamination par les produits phytosanitaires apparaît généralisée dans les eaux de surface et souterraines du bassin. Nous regrettons que, dans la disposition D.2.13, la mise en place d'actions d'accompagnement des agriculteurs concernés ne soit qu'« encouragée » : bel effort de persuasion. Encore une fois, la disposition D2.14 délivre des recommandations relativement molles en « recommandant » simplement à l'autorité administrative d'améliorer le contrôle de la couverture des sols. Enfin, le projet n'intègre pas des modifications récentes de la Directive sur les Eaux Souterraines datant de 2014 établissant un lien entre le risque d'eutrophisation des eaux superficielles et côtières et demandant de fixer des valeurs seuils et des objectifs de qualité environnementale. Pour les eaux souterraines, les objectifs proposés sont en retrait, ce qui n'est pas acceptable en l'état et constitue un facteur majeur d'incohérence du nouveau projet entre les eaux superficielles, le littoral et les eaux souterraines.

L'ÉTAT DES LIEUX 2013 : ENTRE PROGRÈS ET INCERTITUDES, QUELLES PERSPECTIVES D'ATTEINTE DU BON ÉTAT ?

La comparaison des deux campagnes utilisées pour qualifier l'état des lieux demeure délicate et entachée d'incertitudes de par l'absence de données, l'inadaptation des dispositifs de suivi des masses d'eau, le recours « au dire d'expert ».

L'état des cours d'eau

Sur la base des données de l'état des lieux de 2013, le bon état écologique des rivières du bassin Seine-Normandie semble progresser et s'élève à 38%, tandis que l'objectif fixé est de 68%. Pour l'état chimique, 31% des rivières se situent en Bon Etat.

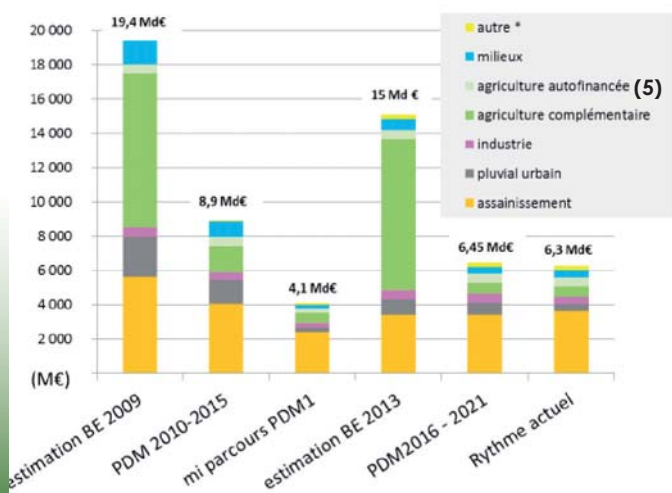
L'état des masses d'eaux côtières

L'état écologique des masses d'eaux côtières et de transition semble quant à lui en régression, leur état chimique par contre progresse jusqu'à atteindre 58%.

L'état des masses d'eaux souterraines

L'état chimique des masses d'eaux souterraines n'a progressé que de 5%. Parallèlement à cette « progression » peu significative, l'état

(1) Association de Protection de la Nature et de l'Environnement (APNE). (2) Programme de Mesures. (3) Comité de Bassin. (4) Pour plus d'informations, il est recommandé de consulter la Lettre Eau n°65. (5) Obligations dues au 5^{ème} programme français de la directive Nitrates. (6) Le terme micropolluants renvoie à l'ensemble des substances prioritaires au titre de la DCE, des substances dangereuses de la directive 2006/11/CE et du plan Ecophyto.



Comparaison du coût des programmes de mesure entre le premier et le deuxième cycle (Sources : PdM du projet de SDAGE 2016 - 2021, p11)

Défi 3- Réduire les pollutions des milieux aquatiques par les micropolluants (6)

La connaissance des pollutions par les micropolluants est loin d'être suffisante pour apprécier la variabilité de leur présence et leur impact. Pourtant, la disposition D.3.24 se contente de « recommander » à l'autorité administrative de prendre en compte l'impact des rejets atmosphériques et des retombées directes sur les milieux aquatiques. De plus, ce projet incite à la « promotion » d'actions de sensibilisation (D3.27) et à la réalisation de diagnostics des sources d'émission de ces rejets (D3.28). Bien que ces actions soient nécessaires, n'est-il pas temps de prendre des mesures effectives et contraignantes réduisant ces pollutions à leur source ?

Défi 4- Protéger et restaurer la mer et le littoral

Dans les dispositions D4.39, D4.40, D4.41, il est « recommandé » tout un échantillonnage de mesures non contraignantes afin de mettre en place un plan de gestion environnementale relatif aux opérations de dragage etc. On veut sauver la mer mais avec des mesures non contraignantes ? Bon courage !

Défi 5- Protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future

Il est nécessaire de mettre en place des outils mesurant les pollutions diffuses à l'échelle des masses d'eau. Il reste également à prendre en compte non seulement les captages dits « prioritaires », mais aussi les captages dégradés relevés lors de l'état des lieux. La disposition D5.55 « recommande » d'avoir recours en priorité à des actions contractuelles ou volontaires pour assurer la maîtrise d'usage dans les zones les plus sensibles. Encore une fois, notons que sur ces zones, il peut être extrêmement délicat, voire illusoire, de mettre en place des actions efficaces sur la seule base du volontariat.

Défi 6- Protéger et restaurer les milieux aquatiques et humides

Le SDAGE vise à contribuer à mettre fin à la disparition des zones humides et à leur dégradation afin de préserver leurs fonctionnalités diverses. Pourtant, concernant la dégradation des forêts alluviales, la disposition D6.67 recommande uniquement la mise en place des bandes tampons ou de mesures compensatoires. La recommandation, toujours la recommandation et au diable la ripisylve !

Défi 7- Gérer la rareté de la ressource en eau

Dans ce projet de SDAGE, la question de la gestion quantitative ne prend pas suffisamment en compte l'enjeu des étiages sur les têtes de bassin et le petit chevelu (7). Ces derniers constituent les « poumons » et les réservoirs de biodiversité des plus grands cours d'eau. Ce petit chevelu sera la première victime des incidences du changement climatique qui impliqueront des étiages sévères, une moindre dilution des rejets, et à contrario des risques de sur-débit et d'inondations en période fortement pluvieuse. Il est impératif d'établir un positionnement clair basé sur une gestion équilibrée privilégiant les usages nobles et la protection des milieux naturels.

Défi 8- Limiter et prévenir le risque d'inondation

L'orientation 33 a le mérite de souligner les limites des ouvrages de protection contre les crues quant à l'objectif de réduction des dommages liés aux inondations. De plus, le projet tient compte de l'évolution du contexte communautaire, avec la Directive Inondation (2007) et la Directive Cadre Stratégie pour le Milieu Marin (2008) car il rappelle la nécessité de mise en cohérence des différents plans prévus par ces dernières.

L'intégration du changement climatique

Un Comité de Bassin spécifique sur ce thème avait été réalisé en 2013 abordant la problématique quantitative ainsi que celle des inondations. Pourtant, les véritables défis du changement climatique seront finalement abordés en profondeur dans le prochain exercice (2022-28).

QUELLES PERSPECTIVES D'APPLICATION POSSIBLES ?

Parallèlement, un programme de mesures (PdM) accompagne le SDAGE listant les actions qui permettront au cours du plan l'atteinte des objectifs fixés. Bien que présenté comme collant au plus près des besoins actuels, le programme de mesures se trouve bien en deçà du budget précédent s'élevant à environ 9 milliards d'euros. Victime des restrictions budgétaires imposées par le gouvernement et le Parlement, ce PdM reflète le manque d'ambition environnementale en matière de protection des milieux aquatiques.

Notons néanmoins des évolutions positives relatives à l'assainissement dont le coût représentait 70% des dépenses en 2009 (9^{ème} programme) contre 52% aujourd'hui. Relevons également le poids sectoriel des grands opérateurs, tels que le SIAAP (8) qui prélèvera plus de 1,3 milliard d'euros sur les 4,3 milliards d'euros prévus pour l'assainissement, les réseaux et le pluvial. Ces 4,3 milliards représentent 63 % du budget de PdM 2016-2021.

Que retenir ?

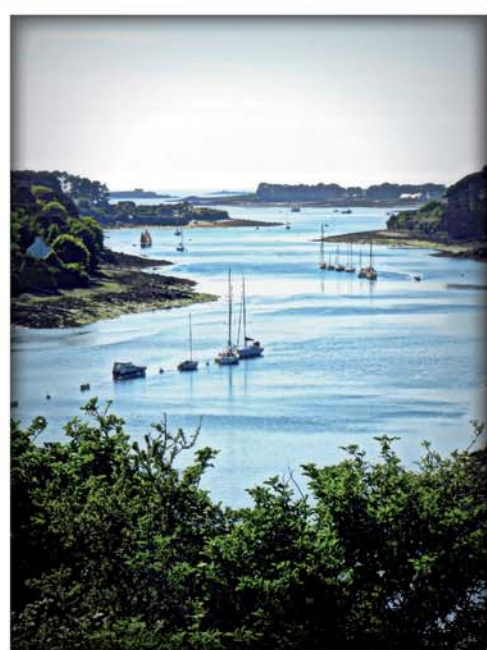
Si le projet de SDAGE apparaît satisfaisant dans les domaines de la diminution des pollutions classiques et des micropolluants (hors phytosanitaires et HAP (9)), de la protection des milieux aquatiques et humides, de la gestion quantitative, il est impératif et urgent d'afficher des mesures plus volontaristes en matière de lutte contre les pollutions diffuses et de protection de la ressource en eau et du littoral vis-à-vis du risque d'eutrophisation. La restauration des milieux aquatiques « nécessiterait des changements importants des pratiques voire, des systèmes d'exploitations à grande échelle qui semblent hors de portée des moyens d'incitation dont disposent les acteurs de l'eau du bassin, et qui dépendent davantage de la politique agricole générale » (10).

(7) Le petit chevelu est constitué par les zones d'émergence des nappes, les sources, les ruissellements, ruisseaux. (8) Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne, en particulier la continuation des travaux à la station d'Archères. (9) Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP). (10) C3P Document réunion du 5 juin 2014, voir également un document plus explicatif de l'imposée du secteur agricole : Avis du Conseil scientifique du Comité de bassin du 6 mai 2014 : « Transitions agricoles pour restaurer la qualité de l'eau : obstacles, freins et leviers d'action »

MET SON GRAIN DE SEL



1^{er} prix du jury : Caroline Petit
Mont Saint-Michel



2^{ème} prix du jury : Clément Le Jeune
L'aber Wrac'h



3^{ème} prix du jury : Donovan Heneman
Marais salants de Guérande



Prix du public : Erwan Le Roux
Les épaves de la ria d'Étel